

# Les Oubliés dans la pandémie

La France en quête



Destin  
Commun

More in Common France



# Les Oubliés dans la pandémie

La France en quête

Armand SUICMEZ  
Anaïz PARFAIT  
François GEMENNE  
Maïder PIOLA-URTIZBEREA  
Mathieu LEFÈVRE



**Destin  
Commun**  
More in Common France

## À PROPOS DE DESTIN COMMUN

Laboratoire d'idées et d'actions né en 2017, Destin Commun veut contribuer à bâtir une société plus soudée, dont les membres sont convaincus que ce qu'ils partagent est plus important que ce qui les divise. Nous pensons en effet que la France aura d'autant plus de chances de relever les défis du temps présent qu'il sera mis fin au cercle vicieux de la fragmentation dans lequel elle est engagée. Nous cherchons à comprendre les mécanismes qui nous éloignent les uns des autres pour mieux les dépasser et redonner au commun le goût de l'évidence. Nous travaillons sur des initiatives de court terme et sur des changements de société à plus long terme, en partenariat avec un large éventail d'acteurs issus de la société civile, des corps intermédiaires, du monde de l'entreprise, des médias pour redonner au commun le goût de l'évidence. Destin Commun est une association de loi 1901. Elle est membre du réseau international More in Common, présent également en Allemagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

**[www.destincommun.fr](http://www.destincommun.fr)**

21-23, rue Jean-Jacques Rousseau – 75001 Paris

**[contact@destincommun.fr](mailto:contact@destincommun.fr)**

**[Twitter @destin\\_commun](https://twitter.com/destin_commun)**

## AUTEURS

Armand SUICMEZ

Anaïz PARFAIT

François GEMENNE

Maïder PIOLA-URTIZBEREA

Mathieu LEFÈVRE

## REMERCIEMENTS

Au cours de son travail d'enquête, d'analyse et de rédaction, l'équipe de Destin Commun a bénéficié de nombreux conseils, apports, relectures et commentaires éminemment précieux des équipes de More in Common en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, de Kantar ainsi que de chercheurs, de membres d'organisations de la société civile et de fondations philanthropiques. Elle tient en particulier à remercier : Alexis Braud, Tom Brookes, Charlotte Daviau, François-Xavier Demoures, Tim Dixon, Jérémie Gagné, Karine Gavand, Louis Guillonnet, Kate Hampton, Stephen Hawkins, Gesine Höltnann, Falco Hüsson, Valérie Joyeux, Miriam Juan-Torres, Laura Krause, Laetitia Nicolazzi, Laurence Tubiana et l'équipe de Kantar : Guillaume Caline, Emmanuel Rivière et Eddy Vautrin-Dumaine. Les choix d'interprétation n'engagent que les auteurs.

Conception et réalisation graphique : Hélène Koetschet

© Destin Commun 2020



Ce projet a été financé avec le soutien de la Fondation européenne pour le climat, qui ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'il contient.

# Introduction

**L'année 2020 sera définitivement à marquer d'une pierre noire, par la violence comme par l'ampleur des bouleversements qu'elle aura contenus. Près de 900 000 décès, 18 millions de contaminés et la totalité des pays touchés à travers le monde : l'année 2020 est devenue celle du COVID-19, épidémie transnationale mettant l'ensemble des modèles sociaux, économiques, familiaux, sanitaires et de valeurs au défi de nouvelles incertitudes. Cette pandémie dépasse aussi les classes sociales, tue d'abord les plus fragiles... et laisse planer un sérieux doute quant à l'étendue des séquelles qu'elle laissera dans nos sociétés.**

Confirmant la fragilité humaine pour les uns, annonçant le renouveau pour d'autres, la pandémie monopolise l'actualité depuis plus de six mois. Elle est imprimée en filigrane de chaque décision politique. Nos interactions quotidiennes s'ajustent à l'aune de son développement. Elle fut également un révélateur : elle nous aura permis de lever le voile sur nos héros du quotidien, les soignants et ces deuxièmes lignes qui ont contribué à ce que l'on choisit d'appeler « l'effort de guerre ».

Mais surtout, la maladie, objet médical de référence, s'est mutée depuis quelque temps en une énigme sociale. S'insérant dans notre écosystème, le coronavirus s'est fondu dans une notion plus large et plus dense, celle de « crise » du COVID-19... ou la dystopie réalisée d'un microscopique virus devenu problème global. Ce prisme élargi se veut plus exhaustif : il inclut les attributs et les incidences de la pandémie. Mais il a pour corollaire un plus grand flou : l'objet devient plus difficile à cadrer, tant nous ignorons quand et où il commence, mais également si cette crise est déjà terminée ou s'apparente à une course folle, irréfrénable. S'il est aisé de marquer la différence entre la période de confinement et sa fin tant attendue qui devait conduire au soulagement libérateur, d'aucuns restent incapables d'affirmer quand se terminera vraiment la crise et surtout ce qu'il en restera.

Dans sa grande enquête sur l'état de la société et de la démocratie en France, *La France en quête, Destin Commun* avait exploré les systèmes de valeurs des Français, pour mieux comprendre les divisions du pays et les dépasser. Ainsi avait-il été possible de tracer une grille de lecture de notre société, au-delà des débats parfois trop polarisants. Cet examen clinique avait révélé une France certes abîmée et fracturée, mais aspirant au commun. Nous avons par la suite appliqué cette grille de lecture originale de la société française aux questions liées à l'environnement.

**Dans cette nouvelle étude, Destin Commun scrute les effets de la crise du COVID-19 chez les Français : leurs ressentis, leurs inquiétudes et leurs espoirs, et la façon dont s'articulent l'individuel et le collectif. Elle interroge les relations entre les citoyens et leurs rapports aux institutions, aux élites, à l'écologie ou encore, aux territoires et à l'Europe. Plus simplement, elle observe la collision d'une terrible conjoncture avec la structure d'un pays déjà touché par les fractures.**

La France est aujourd'hui à la croisée des chemins. Comme une guerre, cette crise brisera ou soudera notre société. Des distanciations sociales aggravées par la crise, à la soif d'un monde d'après plus vertueux, en passant par un rapport chaotique aux institutions, **Destin commun propose de mieux comprendre les Français, et en particulier les Oubliés, afin de contribuer à une sortie de crise du COVID-19 plus juste.** Comment recréer de la confiance avec ces Français qui appellent à plus de justice et d'équité, pour ne pas que leur désengagement devienne une fatalité ? Comment créer des ponts pour faire société ? Comment écrire l'avenir ensemble ?

Les rôles des institutions - anciennes comme nouvelles -, des citoyens engagés, de la société civile, des entreprises, des syndicats, des forces créatrices de notre pays, des élus locaux et nationaux ou même de l'Europe deviennent alors l'enjeu crucial. Avant tout, cette enquête a vocation à les servir pour faire émerger un chemin commun.

# Méthodologie

L'originalité de nos enquêtes tient à leur méthode : elles montrent dans quels systèmes de croyances s'ancrent les opinions qui nous séparent les uns des autres. Ces systèmes de croyances, ou « convictions profondes » informent la façon dont les individus interprètent le monde autour d'eux. Six dimensions de ces croyances, issues de la recherche en psychologie sociale, sont en particulier étudiées dans nos études :

- \_ Les appartenances de groupe
- \_ La perception de la menace
- \_ L'optimisme et le pessimisme
- \_ Le mode de parentalité et la personnalité autoritaire
- \_ Les fondements moraux
- \_ L'agentivité et la responsabilité

Cette nouvelle étude, *Les Oubliés dans la pandémie*, se fonde sur la segmentation de *La France en Quête*<sup>1</sup>, un long travail de recherche sur l'état de la société et de la démocratie en France, mené sur un échantillon de plus de 6000 personnes avec Kantar et publié par Destin Commun le 4 février 2020. Six familles de Français ont été identifiées par analyse typologique, uniquement à partir des réponses des participants à une série de questions portant sur leurs convictions profondes et leur degré d'engagement social et civique. Aucune caractéristique socio-démographique, y compris l'auto-positionnement politique, n'a été utilisée pour réaliser la segmentation. Sur une grande diversité d'enjeux, l'appartenance à ces familles s'avère particulièrement prédictive de leurs opinions.

*La France en Quête* distinguait Trois France selon la relation qu'elles entretiennent avec le commun.

- \_ La France tranquille, des Stabilisateurs et des Libéraux optimistes (30 %)
- \_ La France polémique, des Militants désabusés et les Identitaires (32 %)
- \_ La France des Oubliés, des Laissés pour compte et des Attentistes (38 %)

1. Destin Commun, *La France en quête : Réconcilier une nation divisée*, 2020.

**GRAPHIQUE 0.1. SIX FAMILLES DE FRANÇAIS**

Elles se distinguent selon leurs convictions profondes et leur niveau d'engagement

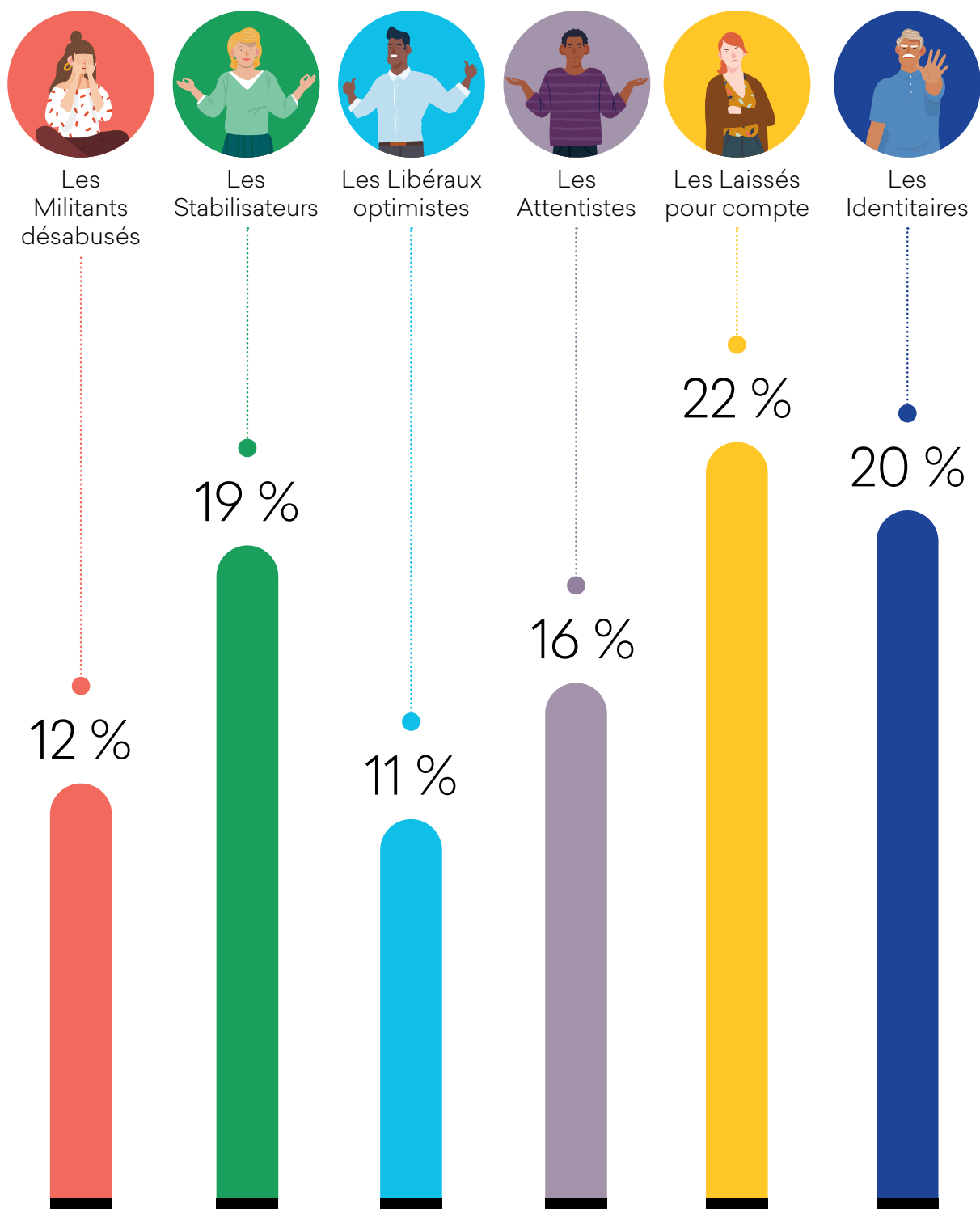
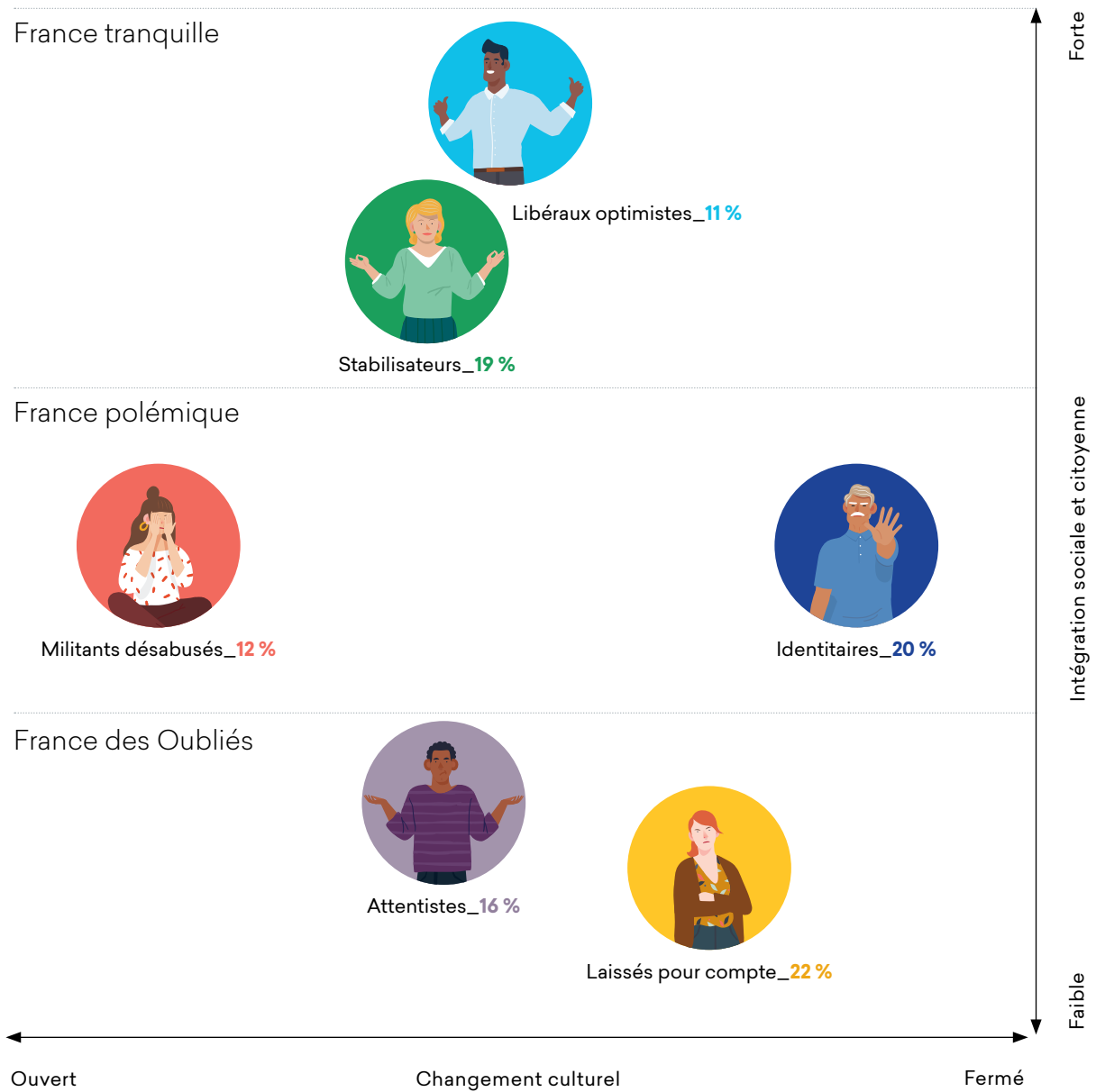


FIGURE 0.3. **TROIS FRANCE**

Trois France vivent en parallèle, selon leur degré d'intégration sociale et citoyenne et leur perception du changement culturel





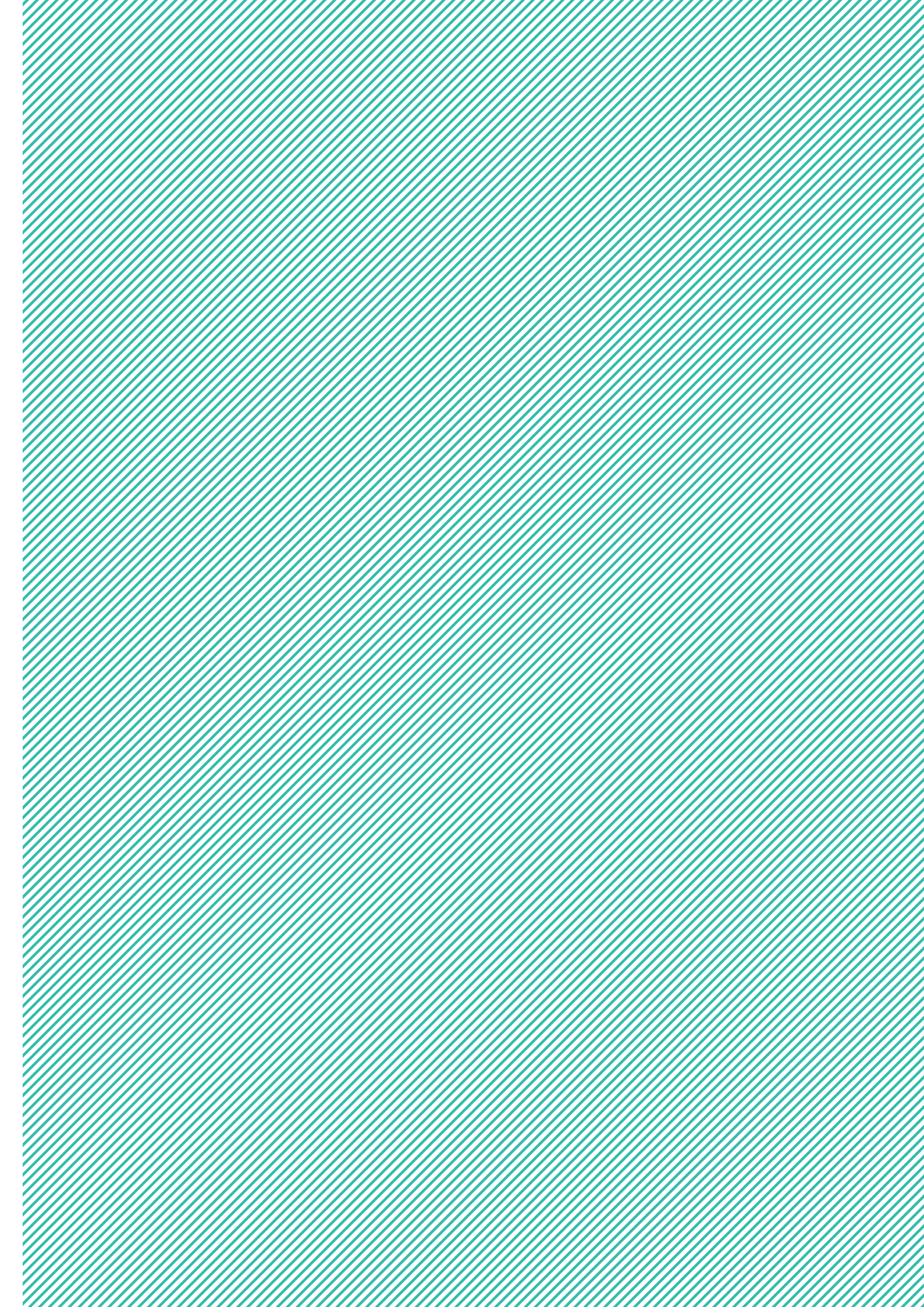
La **France tranquille** des Libéraux optimistes et des Stabilisateurs est plutôt satisfaite du modèle de société dans lequel nous vivons, soit parce qu'elle croit en ses potentialités, soit parce qu'elle est engagée pour en corriger les déséquilibres.

Au sein de la **France polémique** s'affrontent deux « certaines idées de la France », diamétralement opposées l'une à l'autre. Les Militants désabusés et les Identitaires qui la composent ont les systèmes de valeurs les plus cohérents et les visions du monde les plus tranchées. Leurs opinions, parfois très éloignées de la moyenne des Français, sont particulièrement visibles dans le débat public.

La **France des Oubliés** qui constitue le cœur de la mission de Destin Commun est beaucoup moins identifiable. C'est pourtant la plus importante en nombre : à eux deux, Attentistes et Laissés pour compte constituent 38 % de la population. Ils se distinguent des autres groupes par leur désengagement, leur désaffiliation partisane et leur retrait du débat public. Ce sont ceux dont l'engagement social et citoyen est le moins prononcé.

Cette nouvelle enquête sur le COVID-19 s'est déroulée en deux phases : une phase quantitative puis qualitative. Avec l'institut de sondages Kantar, nous avons interrogé plus de 2000 personnes par questionnaire auto-administré en ligne entre le 1<sup>er</sup> et le 4 juillet 2020 (post élections municipales). Nous avons également conduit quatre groupes de discussion en juillet 2020 chez les Oubliés : deux pour les Attentistes et deux pour les Laissés pour compte. Enfin, ces entretiens de groupe ont été complétés par des entretiens individuels. Les participants ont répondu à des dizaines de questions portant sur les enjeux les plus importants liés à la crise du COVID-19, sur leurs inquiétudes pour l'avenir, leurs sentiments face à la crise sanitaire et économique en cours, leurs sentiments face à la réponse du gouvernement, leurs attentes et aspirations.

Des enquêtes similaires ont été conduites par le réseau More in Common en Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et États-Unis.



# Sommaire

<b>Introduction générale</b>	<b>5</b>		
<b>Méthodologie</b>	<b>6</b>		
<b>Partie 1 :</b>		<b>Partie 2 :</b>	<b>Partie 3 :</b>
<b>Les Oubliés en première w ligne</b>	<b>12</b>	<b>Envisager l'après : entre intérêts individuels et fort désir d'unité</b>	<b>Quels chemins pour réunir les Français en temps de crise ?</b>
I. Enracinement des craintes et désarrois des Oubliés	13	I. Devons-nous changer de système ?	I. Une réconciliation confirmée entre économie et écologie
1. Les Oubliés : entre crises successives et traumatisme collectif	13	1. Une opportunité pour se réinventer malgré les doutes	1. Les Français donnent la marche à suivre pour la relance
2. Les Oubliés, premières victimes de la crise du COVID-19	13	2. Écoute et dialogue au cœur de l'après	2. L'écologie au cœur des préoccupations des Français
II. Des fractures aggravées par une crise inédite	16	3. La violence comme ultime recours	3. Les Français en faveur d'une relance écologique
1. À qui faire confiance en temps de crise ?	16	II. Les Français, entre errance et appartenances multiples	4. Faire résonner l'écologie auprès des Oubliés
2. Défiance exacerbée des Oubliés	18	1. L'échelon local comme sanctuaire	II. Polarisation des opinions en surface, complexité des convictions profondes en réalité
3. La France des gens	22	2. La coopération européenne pour une meilleure sortie de crise ?	1. Les Oubliés tentés par la fermeture
		3. Une bonne gouvernance à tous les échelons territoriaux	2. Un désir vif de justice et d'équité
			3. Une prise de conscience de ce qui nous rassemble
			<b>Conclusion</b>
			<b>Préconisations</b>
			<b>Synthèse</b>
			<b>51</b>
			<b>52</b>
			<b>55</b>

1.

**Les Oubliés  
en première  
ligne**

# I. Enracinement des craintes et désarrois des Oubliés

Si la soudaineté de l'épidémie du COVID-19 la rend d'autant plus déstabilisante, cette crise s'inscrit aussi dans un contexte plus long qui a déjà fortement impacté la France des Oubliés.

## 1. Les Oubliés : entre crises successives et traumatisme collectif

**La décennie précédente a été marquée par la crise des subprimes de 2008, suivie en 2010 par la crise des dettes souveraines en Europe.** Ces événements avaient fortement affecté la France qui avait d'ailleurs été l'un des pays les plus touchés par le chômage de masse – culminant à 10,1 % au deuxième trimestre de 2015<sup>2</sup>. Déjà, les suppressions d'emplois et le gel des embauches par les entreprises avaient assombri la décennie, perçue comme parsemée d'embûches économiques et budgétaires. Or, il convient de rappeler la proximité temporelle de la crise financière de 2008 avec celle que nous vivons actuellement. S'il demeure difficile d'évaluer avec exactitude à quel point elle aura exercé un traumatisme sur la population, elle est très présente dans la façon dont les Français comprennent le courant actuel.

Plus récemment, la France a vécu une succession d'événements qui ont relayé différents foyers d'inquiétudes. **Dès 2018, le mouvement des gilets jaunes**, qui se joue encore de manière sporadique, a mobilisé une partie de la population habituellement désengagée. **Depuis lui ont succédé les manifestations contre la réforme des retraites**, qui ont occupé une grande partie de l'hiver avant d'être interrompues par l'épidémie du COVID-19.

Au-delà du simple aspect personnel, ces moments qui ont marqué la société française sur le temps long font peser un sentiment de fatigue collective. Or, cette épidémie du COVID-19 apporte encore plus de complexité pour plusieurs raisons. D'abord en matière de santé publique, l'ensemble de la population est impacté de manière transverse, le virus échappant au contrôle de l'Homme. **S'ajoutent les répercussions économiques dont les effets sont plus durement et durablement ressentis par la France des Oubliés.** Ainsi peut-on mieux comprendre le rapport individuel et collectif qu'entretient cette famille de Français avec la notion de crise. Elle nourrit une angoisse permanente, qui fait resurgir des traumatismes plus anciens.

« Les minimas sociaux, il y a des personnes dans le besoin qui ont un travail, mais qui n'arrivent pas à s'en sortir. »

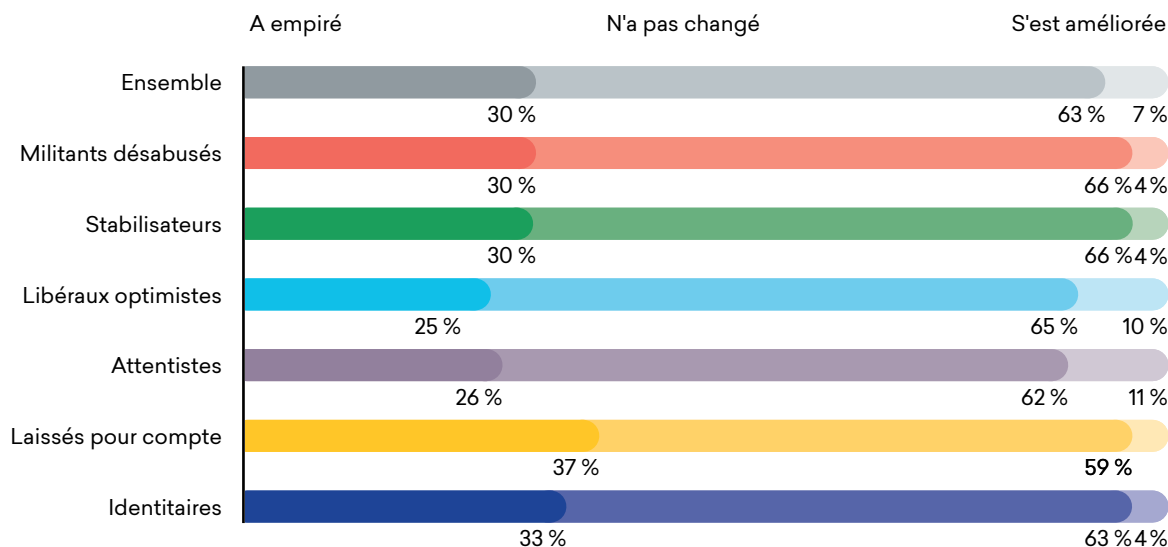
UNE LAISSÉE POUR COMPTE

## 2. Les Oubliés, premières victimes de la crise du COVID-19

Depuis quelques mois, il est devenu naturel de qualifier le coronavirus de « crise » du COVID-19, tant cette appellation est rentrée dans le langage courant. Or, cette crise sanitaire qui a évolué en une crise sociale traduit en réalité une transformation de l'objet en un enjeu plus large. La maladie est devenue un phénomène global, à mesure qu'elle s'est rapprochée géographiquement, qu'elle s'est propagée dans la population et qu'elle s'est intercalée au confluent de multiples décisions politiques, articulant ainsi les diverses craintes individuelles et collectives. Mais malgré les multiples fractures qui marqueront la société française, et les Oubliés en particulier, cette pandémie aura également mis en lumière certains élans et aspirations partagés par les Français.

2. Source : Insee.

GRAPHIQUE 1.1. IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES FRANÇAIS



Depuis le début du COVID-19, votre situation financière

Source : Destin Commun 2020

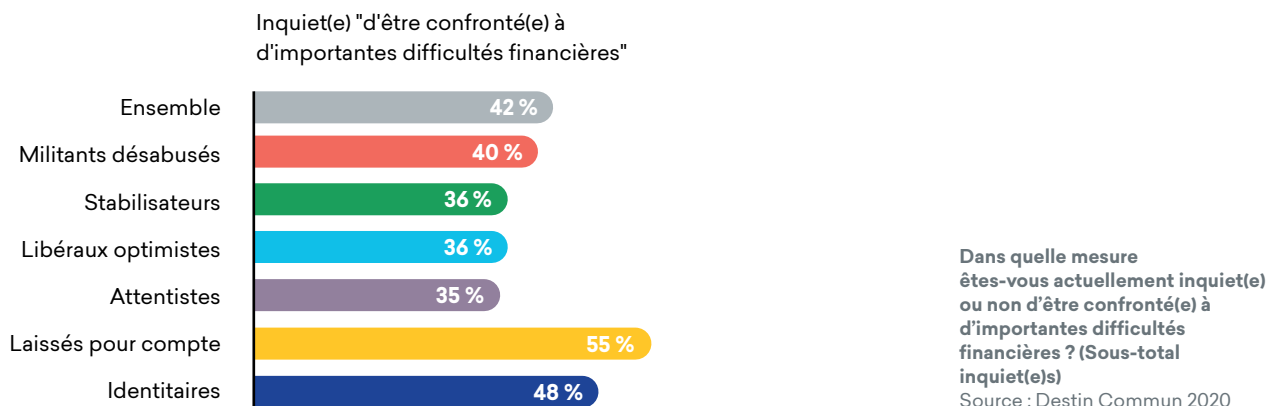
Ainsi les Français sont plus d'un quart à déjà percevoir les effets de la pandémie sur leur santé physique (29 %), mentale (29 %) et familiale (27 %), nous éloignant fortement d'un horizon optimiste. Plus encore, **l'enquête nous révèle que 30 % des Français se sentent déjà financièrement impactés par la crise dont 37 % parmi la seule famille des Laissés pour compte.**

« Je suis passée à côté d'une embauche, car l'entreprise n'a plus les moyens d'embaucher. »

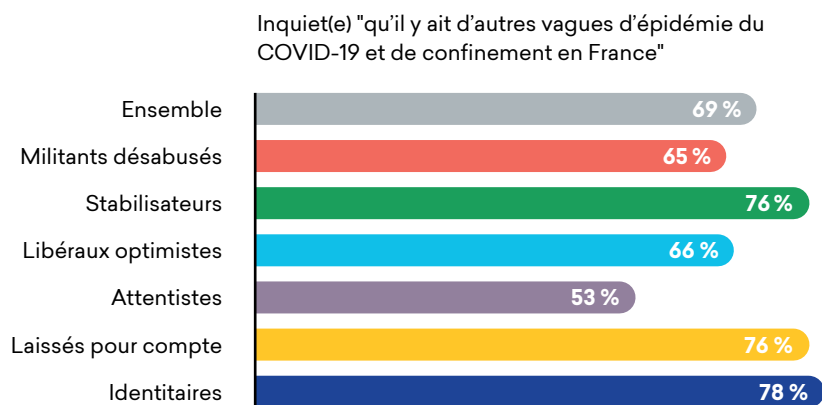
UNE LAISSÉE POUR COMPTE

**Cette donnée éveille d'autant plus notre inquiétude que cette famille en particulier est vulnérable, notamment sur la question de l'emploi.** Les licenciements ont sans doute déjà touché plus fortement les Oubliés, d'autant que leur mobilité professionnelle est plus limitée que celle de l'ensemble de la population. Cette situation produit un terreau fertilisant l'inquiétude des Oubliés, qui peut d'ailleurs conduire à une plus forte colère vis-à-vis de ceux qui seront désignés comme responsables de la crise. **La « crise » n'est plus un événement isolé : elle est, pour beaucoup de Français, un état permanent.**

GRAPHIQUE 1.2. LES FRANÇAIS TRÈS INQUIETS POUR LEUR SITUATION FINANCIÈRE

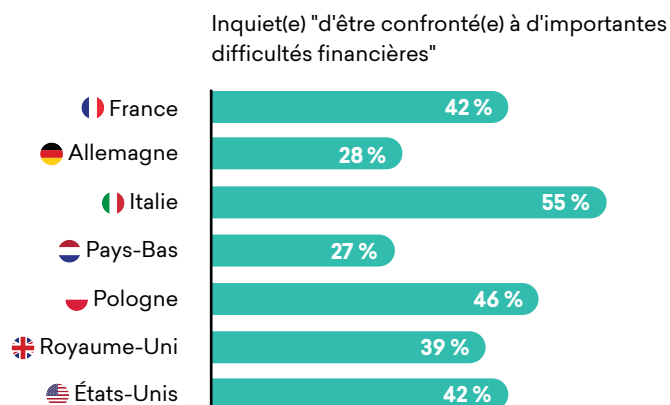


**GRAPHIQUE 1.3. LES FRANÇAIS TRÈS INQUIETS PAR UNE SECONDE VAGUE ÉPIDÉMIQUE**



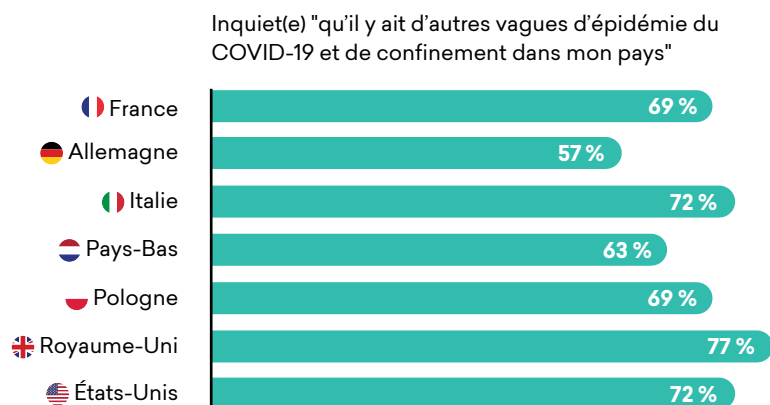
Dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) ou non qu'il y ait d'autres vagues d'épidémie du COVID-19 et de confinement en France ? (Sous-total inquiet(e)s)  
Source : Destin Commun 2020

**GRAPHIQUE 1.4. LES EUROPÉENS INQUIETS POUR LEUR SITUATION FINANCIÈRE**



Dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) ou non qu'il y ait d'autres vagues d'épidémie du COVID-19 et de confinement dans votre pays ? (Sous-total inquiet(e)s)  
Source : Destin Commun 2020

**GRAPHIQUE 1.5. LES EUROPÉENS INQUIETS PAR UNE NOUVELLE VAGUE ÉPIDÉMIQUE**



Dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) ou non qu'il y ait d'autres vagues épidémiques du Covid-19 et de confinement dans votre pays ? (Sous-total inquiet(e)s)  
Source : Destin Commun 2020

## II. Des fractures aggravées par une crise inédite

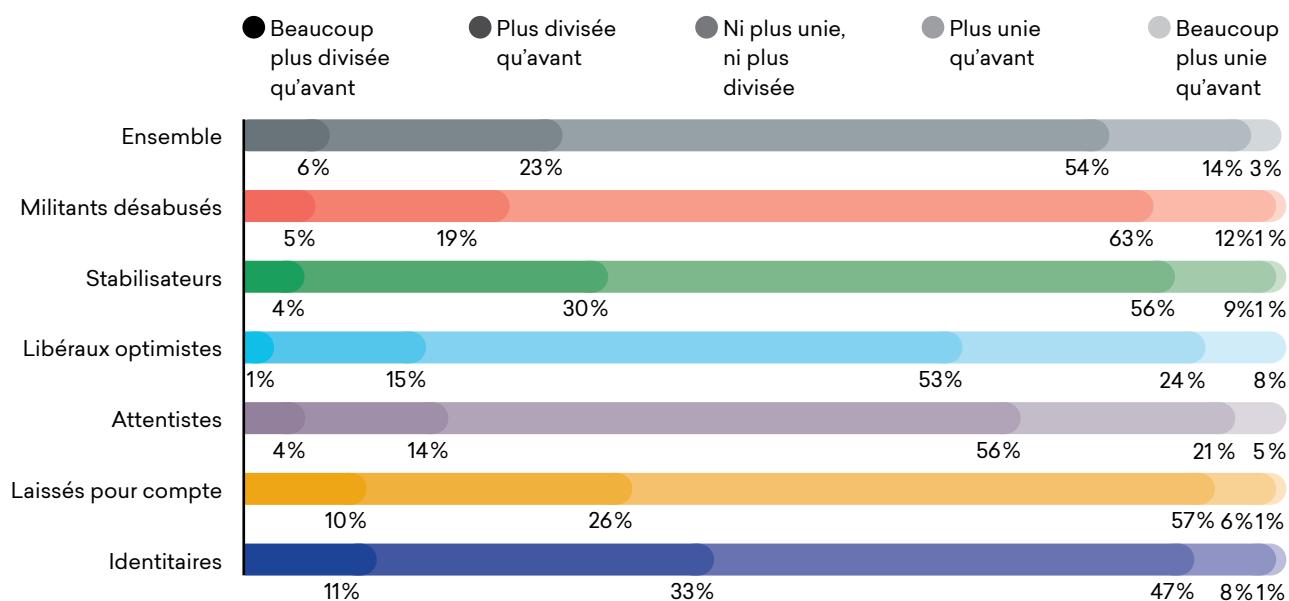
### 1. À qui faire confiance en temps de crise ?

Parmi les enseignements de cette étude, l'un des plus marquants est le niveau de solitude ressentie par un nombre important de Français depuis le début de la crise : **45 % nous disent avoir eu l'impression d'être principalement tout seul face à l'épidémie, contre 55 % qui déclarent avoir ressenti le soutien et l'attention des autres.** Ces chiffres résument également le climat d'amabilité rapporté lors des groupes de discussion, bien qu'il se soit aussitôt tari dès que le déconfinement a renvoyé les gens à leur « vie normale et stressante ». Cette perception concerne surtout les Laissés pour compte (56 %) qui ont plus durement subi la solitude que le reste de la population. Dès lors, on voit apparaître un décalage entre les manifestations de solidarité qui ont été constatées - parfois même un sentiment d'union nationale - et le ressenti global.

**Ce sentiment de solitude, corollaire du coronavirus, apparaît comme un symptôme du délitement horizontal de la société.** 40 % des Français déclarent que la pandémie du COVID-19 a révélé que la plupart des personnes se souciaient des autres. Ce sentiment marque différemment l'ensemble des six familles : les Libéraux optimistes sont 55 % à l'éprouver, tandis que les Laissés pour compte (31 %) et les Identitaires (30 %) sont bien plus pessimistes dans leurs rapports aux autres.

**De cet isolement résulte une défiance accrue entre les citoyens.** Cette tendance est de nouveau marquée par une convergence entre Identitaires et Laissés pour compte, qui sont 42 % et 43 % à ressentir moins de confiance dans les autres depuis la crise du COVID-19, là où la moyenne française se situe à 34 %. **Enfin, ce découragement individuel semble accoucher d'un défaitisme qui risque de s'installer durablement,** notamment pour les plus désengagés : plus d'un quart des Laissés pour compte pensent que la France post-crise sera plus divisée qu'avant. Si la maladie semble traverser l'ensemble des familles de manière égale, la crise n'a en revanche pas gommé les inégalités sociales, mais a au contraire renforcé leur perception.

GRAPHIQUE 1.6. LES FRANÇAIS, PLUS DIVISÉS ?



Depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, comment votre perception de la France a-t-elle changé, si tant est qu'elle ait changé ? Est-elle... ?  
Source : Destin Commun 2020

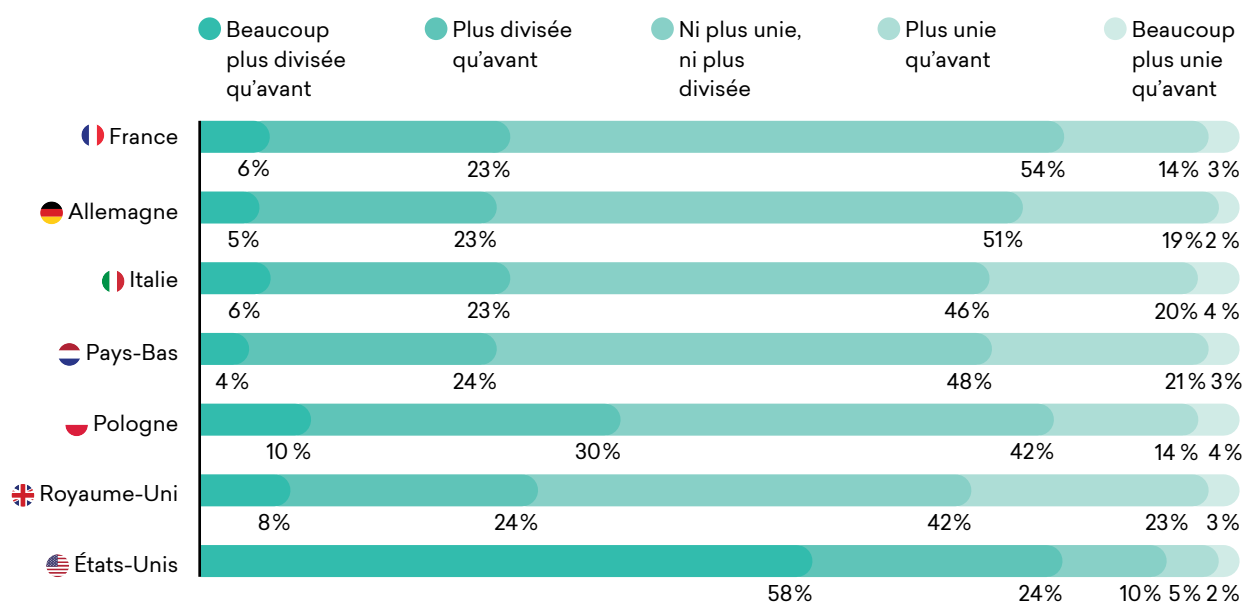


**Aussi la crise est-elle perçue comme un catalyseur des divisions notamment pour les Laissés pour compte qui pâtissent d'un fort décrochage social.** La pandémie installe un environnement favorable à l'intensification des fractures de la société, qu'ils nous disent pourtant craindre. **Les discussions que nous avons menées avec les Oubliés nous ont néanmoins permis d'atténuer en partie cette vision uniquement pessimiste.** En effet, nombreux au sein de cette famille ont mis en lumière les liens qu'ils avaient pu créer - ou retrouver - avec leur environnement immédiat à travers « l'entraide pour les courses » ou les « tyroliennes installées dans les immeubles ». Or, ces petits gestes du quotidien ont d'autant plus été appréciés qu'ils ont permis de tisser des rapports entre des individus par ailleurs désengagés. Cela pourrait pousser à encourager les initiatives micro-locales, tant par leur caractère pratique que par la possibilité qu'elles offrent de créer du lien.

« On a sympathisé avec mes voisines de balcon  
et on a fait un principe de tyroliennes et c'était plutôt sympa.  
Quand on allait faire des courses, on demandait  
aux autres pour ne pas toutes sortir. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

GRAPHIQUE 1.7. LES EUROPÉENS, PLUS DIVISÉS ?



Depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, comment votre perception de votre pays a-t-elle changé, si tant est qu'elle ait changé ? Est-elle... ?

Source : Destin Commun 2020

Sur le plan européen enfin, la division ressentie entre les Français ne fait pas office de cas isolé. L'Allemagne (28 %), les Pays-Bas (28 %) et le Royaume-Uni (32 %) connaissent des retours équivalents. La Pologne semble décrocher avec près de 40 % des citoyens qui prévoient une division plus importante entre les individus, due à la crise du COVID-19. En revanche, il apparaît que les citoyens italiens, pourtant si durement frappés par la crise, se disent à près d'un quart plus unis depuis la pandémie, contre 17 % en France. Il apparaît ainsi que les Italiens sont restés plus soudés dans la crise que leurs voisins français, malgré leur ressentiment à l'égard de l'Union européenne ou contre leur gouvernement.

## 2. Défiance exacerbée des Oubliés

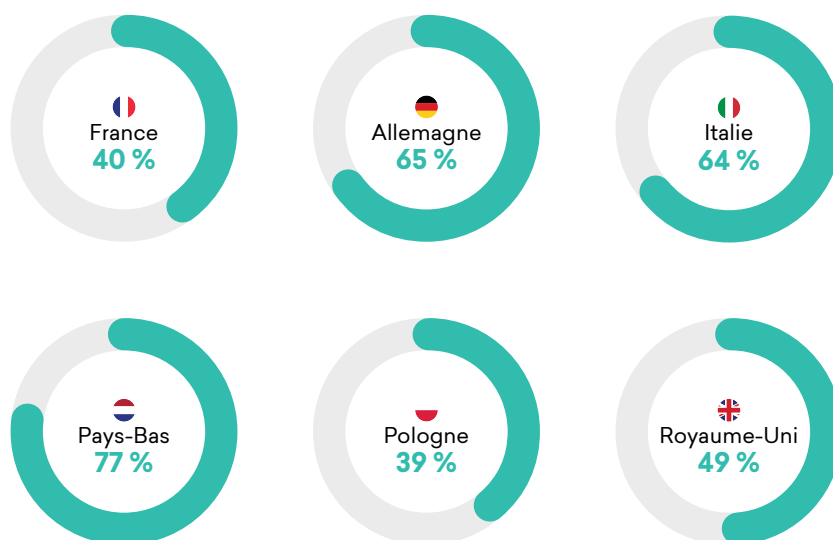
**L'écart entre les politiques et les citoyens n'est pas uniquement l'effet de la conjoncture.** Il s'inscrit dans un processus long et diffus que Destin Commun a déjà rapporté dans *La France en quête*. **Cette situation n'en demeure pas moins aggravée par la gestion gouvernementale de la crise du COVID-19, que les Français sont une large majorité à critiquer<sup>3</sup>.**

À propos de la gestion de la crise par le gouvernement

« Ils se sont vraiment foutus de notre gueule dans le sens où on nous laisse voter le 15 mars et puis ensuite ils nous disent vous êtes confinés. On m'a laissé venir ce matin et à midi on me dit tu rentres chez toi et tu travailles plus. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

GRAPHIQUE 1.8. NIVEAU D'APPROBATION DES EUROPÉENS ENVERS LEUR GOUVERNEMENT



Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la façon dont votre gouvernement / chef d'État gouverne votre pays ? (Sous-total approuve)  
Source : Destin Commun 2020

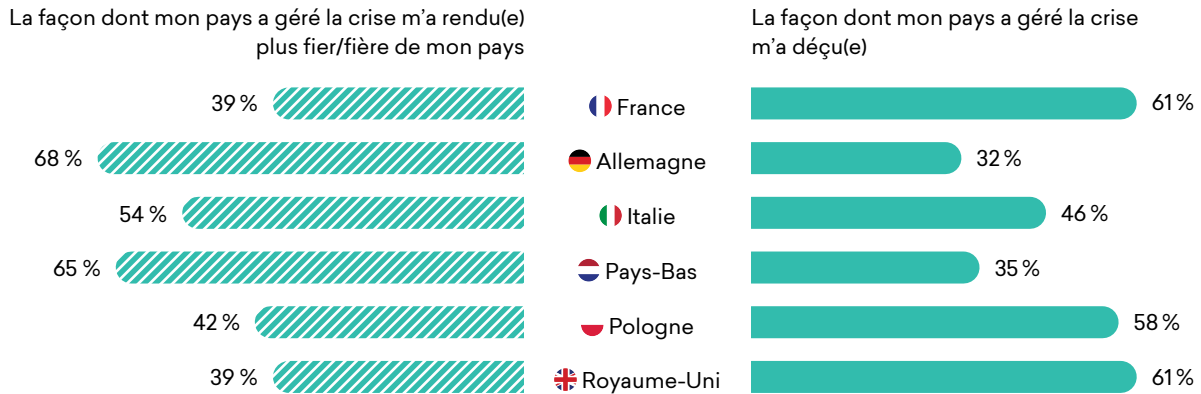
Cette fracture est d'autant plus ancrée que les Français ont un niveau de confiance peu élevé (40 %) dans le Président de la République. Parmi les différents pays étudiés, seule la Pologne (39 %) voit son chef de l'État obtenir un niveau de confiance inférieur. Si l'Allemagne (65 %) et les Pays-Bas (77 %) font la course en tête, le Royaume-Uni (49 %) et l'Italie (64 %) dont les bilans sanitaires ont été équivalents à celui de la France ne voient paradoxalement pas la cote de popularité de leur chef de gouvernement s'éroder. Cela s'explique probablement par le niveau de déception des Français vis-à-vis de la gestion de la crise par le gouvernement. En effet, si 61 % des Français se disent mécontents de la gestion de la crise par le gouvernement, ils sont 73 % des Laissés pour compte à émettre le même avis, au coude-à-coude avec les Identitaires (74 %). Les gouvernements allemands (68 %) et néerlandais (65 %) au contraire, rassemblent majoritairement les faveurs de leurs citoyens qui exprimer leur fierté, suivis par l'Italie qui émerge au-delà des 50 %.

« Ils parlaient de l'Italie comme si c'était le tiers-monde alors que nous en France ça a été la même chose. »

UN ATTENTISTE

3. 61 % des Français nous disent être déçus de la gestion de la crise par le gouvernement.

**GRAPHIQUE 1.9. GESTION DE LA CRISE : ENTRE FIERTÉ ET DÉCEPTION CHEZ LES EUROPÉENS**

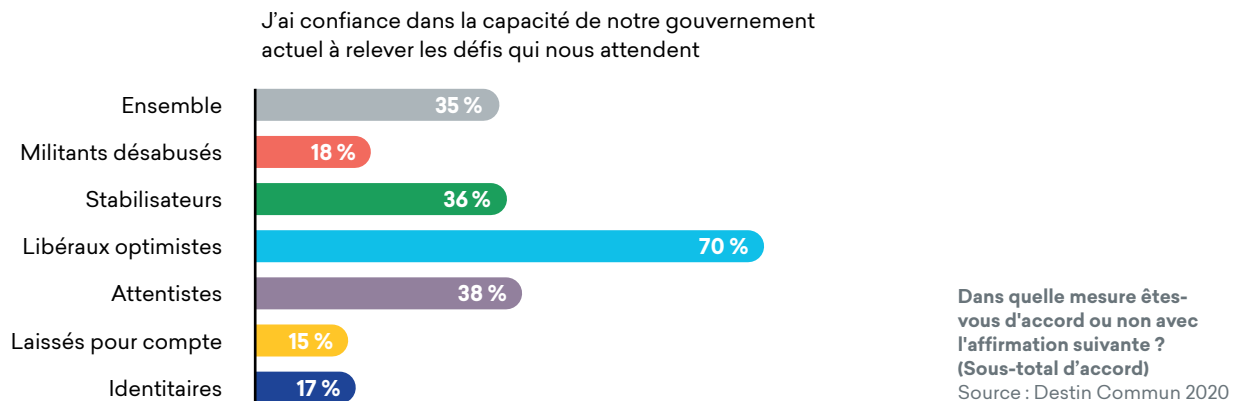


Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Source : Destin Commun 2020

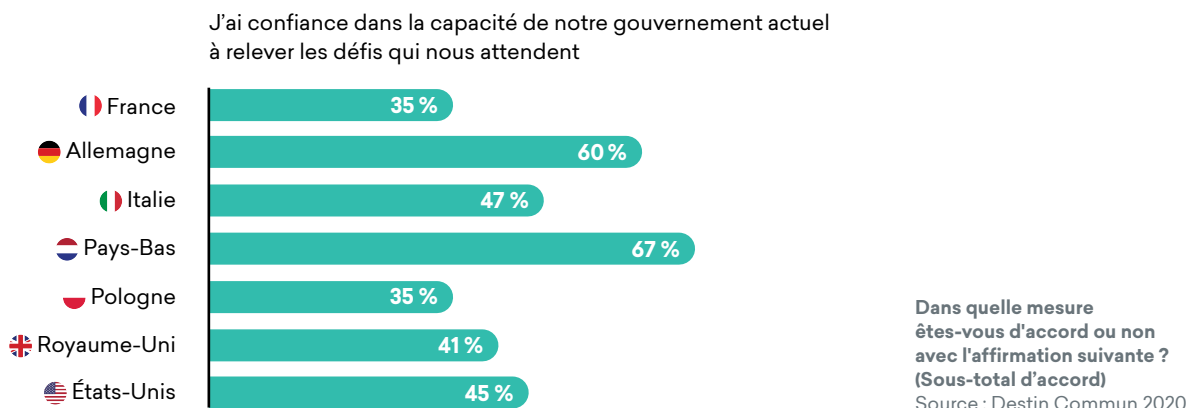
Lors de l'enquête qualitative, les Laissés pour compte ont cité les « mensonges sur les masques », les matériels « volés sur le tarmac des aéroports », la question des EHPAD, le retard dans la décision d'un confinement ou encore, le maintien du premier tour des élections municipales, comme autant de « preuves d'incompétence » du gouvernement.

**GRAPHIQUE 1.10. NIVEAU DE CONFIANCE DES FRANÇAIS DANS LE GOUVERNEMENT POUR SORTIR DE LA CRISE**



D'ailleurs, le gouvernement français se classe parmi les moins populaires (35 % en moyenne - 15 % des Laissés pour compte) lorsqu'il s'agit de la confiance que lui accordent leurs citoyens pour relever les défis futurs. Une nouvelle fois, les Exécutifs allemand (60 %) et néerlandais (67 %) reçoivent un soutien massif de leur population, alors que ceux des États-Unis (45 %) et de l'Italie (47 %) sont proches de l'équilibre.

**GRAPHIQUE 1.11. NIVEAU DE CONFIANCE DES EUROPÉENS DANS LEUR GOUVERNEMENT POUR SORTIR DE LA CRISE**



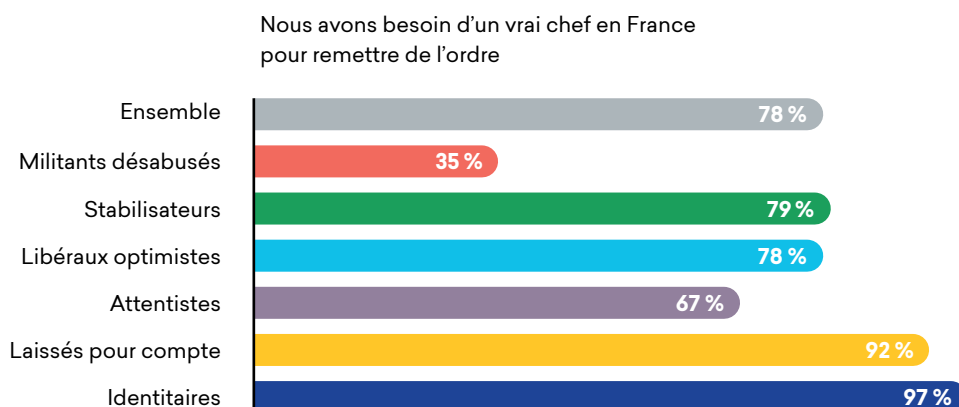
À propos de la confiance

« Pour sauver l'hôpital ? Peut-être des superhéros. Pas l'État. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

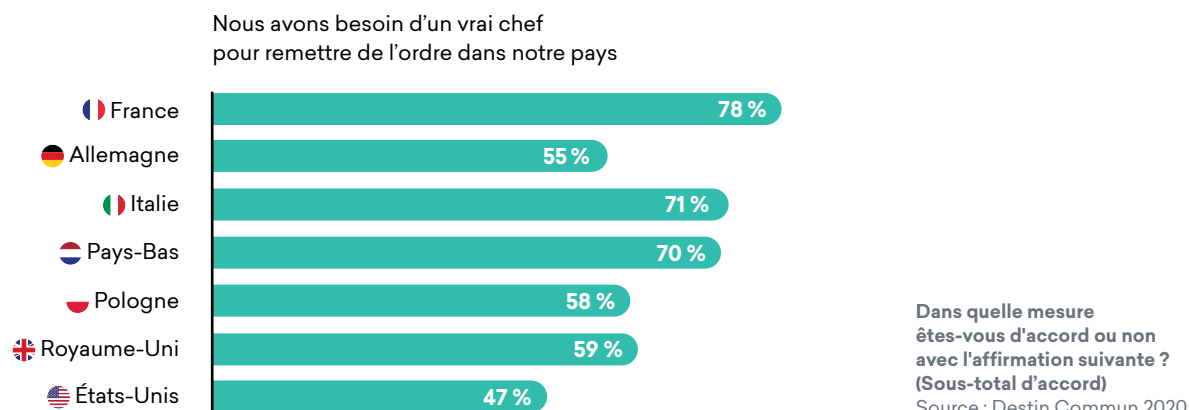
**L'épidémie du COVID-19 a confirmé la défiance déjà profondément ancrée qu'entretiennent les Laissés pour compte vis-à-vis du système. La gestion de la crise par le gouvernement n'a donc pas fait évoluer les opinions, elle a plutôt servi de confirmation à une idée déjà fortement présente. Or, cette défiance - qui maintient une distance entre ces deux catégories d'acteurs - s'étant installée durablement, en devient davantage difficile à résorber. La perception des Oubliés qu'ils sont une « voix qui ne compte pas » produit d'autant plus une meurtrissure qu'ils sont attachés à l'État. Le contexte de la crise a d'ailleurs rapproché les Laissés pour compte des Identitaires, dans une communion de sentiments, à équidistance entre impuissance, attachement douloureux et colère envers ceux qu'ils désignent comme responsables.**

**GRAPHIQUE 1.12. LES FRANÇAIS ET LA TENDANCE AUTORITAIRE**



Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ? (Sous-total d'accord)  
Source : Destin Commun 2020

## GRAPHIQUE 1.13. LES EUROPÉENS ET LA TENDANCE AUTORITAIRE



Dans le contexte de l'épidémie, la sensation de désordre s'est creusée à mesure que la défiance dans les gouvernants s'est propagée. Pour faire cesser cette confusion, les citoyens souhaitent par conséquent un vrai chef pour le pays à 78 % d'entre eux. D'ailleurs, comparativement à d'autres pays, cet appel français si massif à souhaiter un "vrai chef" à la tête de l'État fait office de particularisme. Si les Italiens (71 %) et les Néerlandais (70 %) font vœu de cette autorité, la proportion d'Américains à y adhérer est moindre, puisqu'ils représentent moins de la moitié des répondants. Il convient donc de regarder plus précisément comment cette aspiration se répartit au sein des différentes familles de Français. Cet autoritarisme explicite dépasse la seule conjoncture pour les Identitaires, pour qui l'ordre est une valeur cardinale. Elle est à l'origine moins forte chez les Laissés pour compte. Avec la crise, leur rapprochement s'accroît : ces deux familles sont surreprésentées parmi les Français qui veulent voir un vrai chef à la tête du pays pour y remettre de l'ordre : ils sont 97 % chez les Identitaires et 92 % chez les Laissés pour compte, en hausse de 6 points depuis 2019.<sup>4</sup>

« On nous a dit qu'on n'avait pas besoin de porter des masques... le gouvernement a été minable... Le chômage partiel ça a été super. »

UN ATTENTISTE

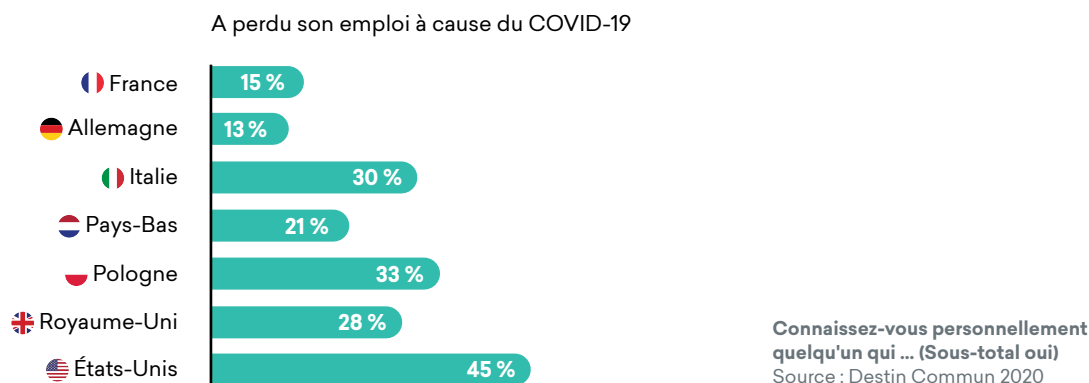
**Des leviers demeurent néanmoins pour redonner de la densité à la relation cassée entre l'État et les populations les plus vulnérables. Par exemple, les Laissés pour compte et les Attentistes ont désigné le « chômage partiel » comme une mesure particulièrement positive de l'action contra-cyclique de l'Exécutif.** Cette mesure a été reçue comme une réponse adéquate de la puissance publique, notamment pour les plus exposés. **Aussi, bien que les Oubliés soulignent leur déception vis-à-vis du pouvoir, ils nous disent toutefois que les solutions pour surmonter la crise viendront de l'État.** Bien qu'entamé, le rapport à la puissance publique demeure fondamental. Ces retrouvailles seront conditionnées à la capacité des acteurs nationaux à engager le dialogue avec cette population fragile et difficile à toucher, puisque peu engagée.

« C'est au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, car il y a des choses que le peuple ne peut pas mettre en place, on est cantonnés au gouvernement. Le gouvernement a plus de moyens que la population. »

UN ATTENTISTE

4. Destin Commun, *La France en quête : Réconcilier une nation divisée*, 2020, P. 115..

## GRAPHIQUE 1.14. IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI EN EUROPE



Au-delà des impressions, les données empiriques prouvent déjà l'efficacité des filets de sécurité du système social français, ainsi que les mesures d'urgence économique qui ont été prises dès le début de la pandémie. Si 13 % et 15 % des Allemands et des Français connaissent respectivement quelqu'un qui a perdu son emploi à cause de l'épidémie, cette situation n'est pas la même pour les citoyens de l'ensemble des pays européens. En effet, ils sont plus du double en Italie (30 %) et en Pologne (33 %) à être dans cette même configuration. Pire, près d'un Américain sur deux – où le système social est plus faiblement protecteur – connaît quelqu'un qui se retrouve au chômage à cause du coronavirus.

« On a un bon système français, il faut qu'on en soit conscient. J'ai eu la chance de conserver mon salaire, mon train de vie n'a pas changé du tout. D'autres personnes, je ne sais pas comment ils vont faire pour se relever. Je fais partie des chanceuses. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

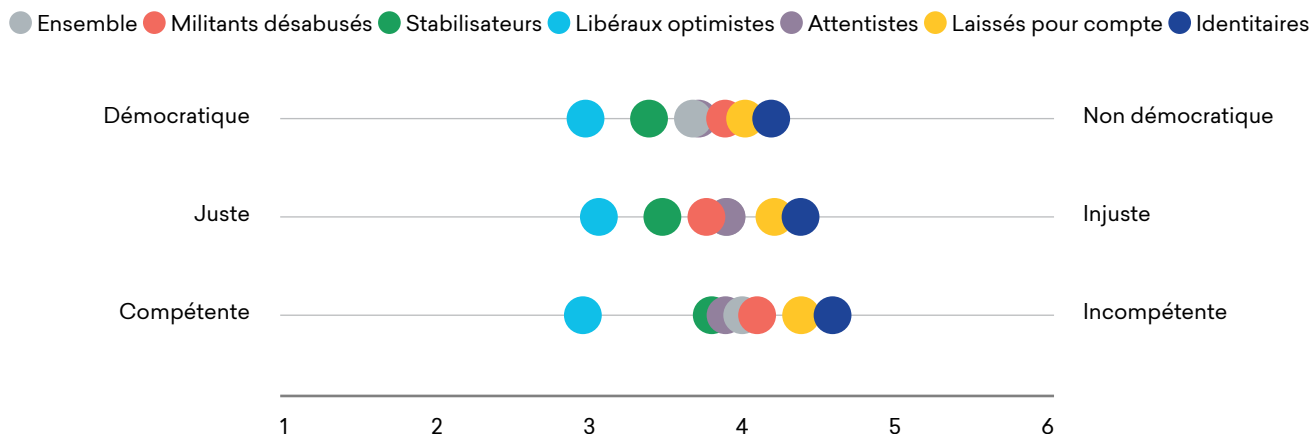
### 3. La France des gens

Depuis le 16 mars dernier, date de début du confinement, la durée d'écoute individuelle moyenne de la télévision sur le mois de mars 2020 est de 4 h 29 « soit son plus haut niveau historique ». En outre, les trois mois sur lesquels a couru le confinement ont vu passer la durée d'écoute moyenne individuelle de 3 h 41, sur la même période l'année précédente, à 4 h 23 en 2020. La part d'audience consacrée par les Français aux quatre grandes chaînes d'information en continu a aussi augmenté sur cette période : elle est passée de 4,5 % en février 2020 à 7,1 % de moyenne durant le confinement - soit 2,6 points de différence<sup>5</sup>.

**Dans cette période de grande écoute encouragée par le confinement, les Français continuent d'entretenir un rapport paradoxal aux médias. En effet, bien qu'ils les consomment massivement à travers les chaînes d'information en continu, ils n'en éprouvent pas moins une forme d'irritation dans le traitement de l'actualité.** Il ressort en effet que 65 % des Français pensent que les médias poursuivent leurs propres intérêts plutôt que de rapporter les faits, avec un pic à 82 % pour les Identitaires. **Si cette ambivalence revient régulièrement, c'est qu'elle s'insère dans le champ plus large de la relation entre les citoyens et les élites, qui avait déjà fait l'objet d'un chapitre de *La France en quête*.**

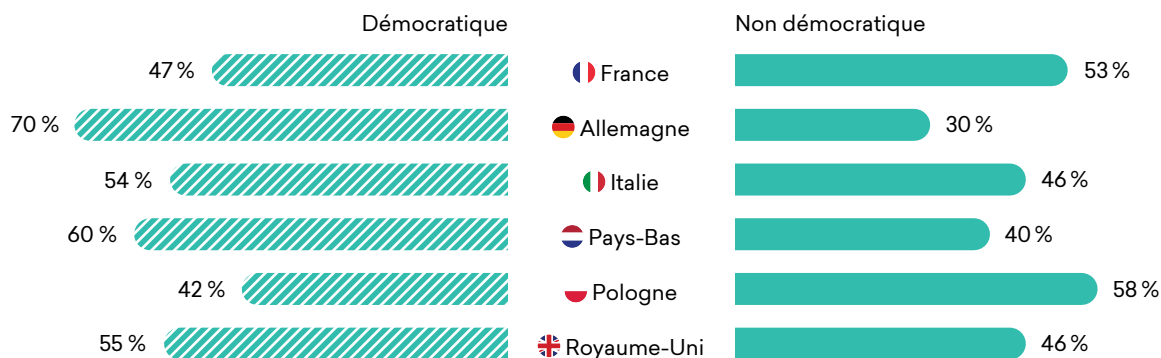
5. Source : Médiamétrie.

**GRAPHIQUE 1.15. LES FRANÇAIS ET LEUR PERCEPTION DE LA GESTION DE LA CRISE PAR LE GOUVERNEMENT**

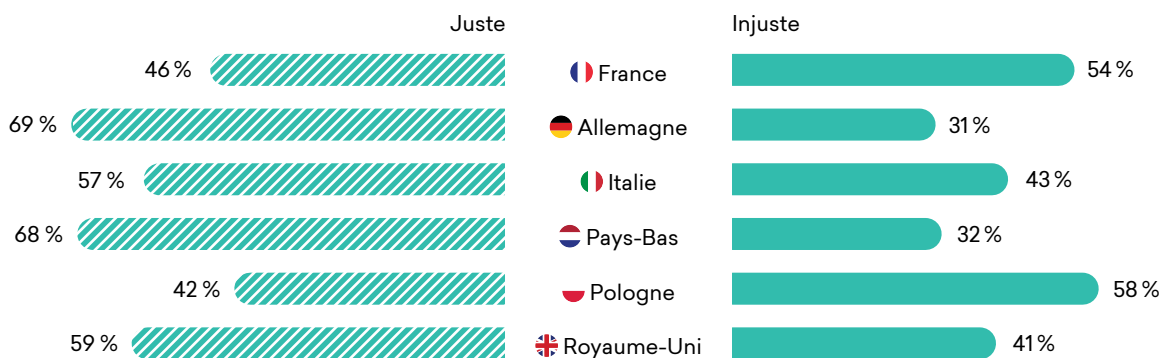


Lorsque vous pensez à la façon dont le gouvernement français a géré la situation liée au COVID-19 jusqu'à présent, lequel des termes opposés suivants décrit le mieux l'action du gouvernement ?  
Source : Destin Commun 2020

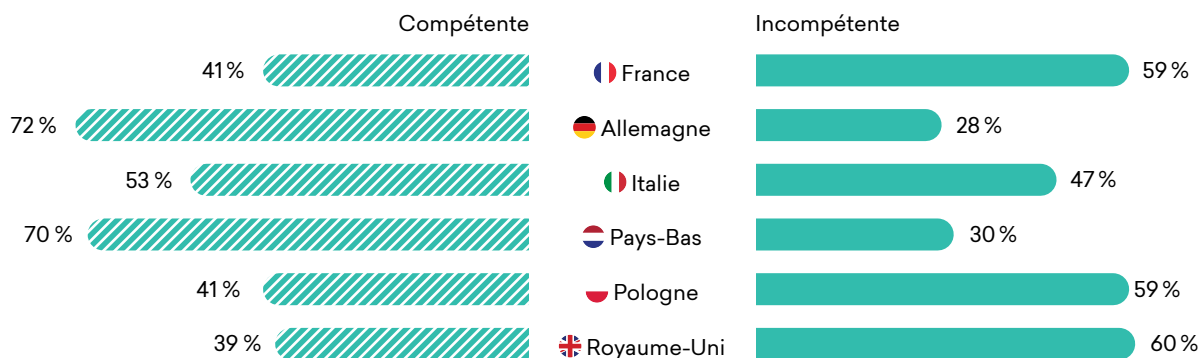
**GRAPHIQUE 1.16. LES EUROPÉENS ET LEUR PERCEPTION DE LA GESTION DE LA CRISE PAR LEUR GOUVERNEMENT**



Lorsque vous pensez à la façon dont le gouvernement de votre pays a géré la situation liée au COVID-19 jusqu'à présent, lequel des termes opposés suivants décrit le mieux l'action du gouvernement ?  
Source : Destin Commun 2020



Lorsque vous pensez à la façon dont le gouvernement de votre pays a géré la situation liée au COVID-19 jusqu'à présent, lequel des termes opposés suivants décrit le mieux l'action du gouvernement ?  
Source : Destin Commun 2020

**GRAPHIQUE 1.16. LES EUROPÉENS ET LEUR PERCEPTION DE LA GESTION DE LA CRISE PAR LEUR GOUVERNEMENT**


Lorsque vous pensez à la façon dont le gouvernement de votre pays a géré la situation liée au COVID-19 jusqu'à présent, lequel des termes opposés suivants décrit le mieux l'action du gouvernement ?

Source : Destin Commun 2020

**Le risque de recrudescence du sentiment « complotiste » à travers la population aurait pu être exacerbé par le contexte épidémique.** Or, le nombre de Français qui croient à une volonté manifeste du gouvernement de laisser apparaître cette crise comme plus grave qu'elle n'est réellement pour imposer son propre agenda reste bas (33 %). Au-delà des 45 % d'Identitaires, la gestion de la pandémie par le gouvernement n'est donc pas perçue comme frappée du sceau de l'agenda caché.

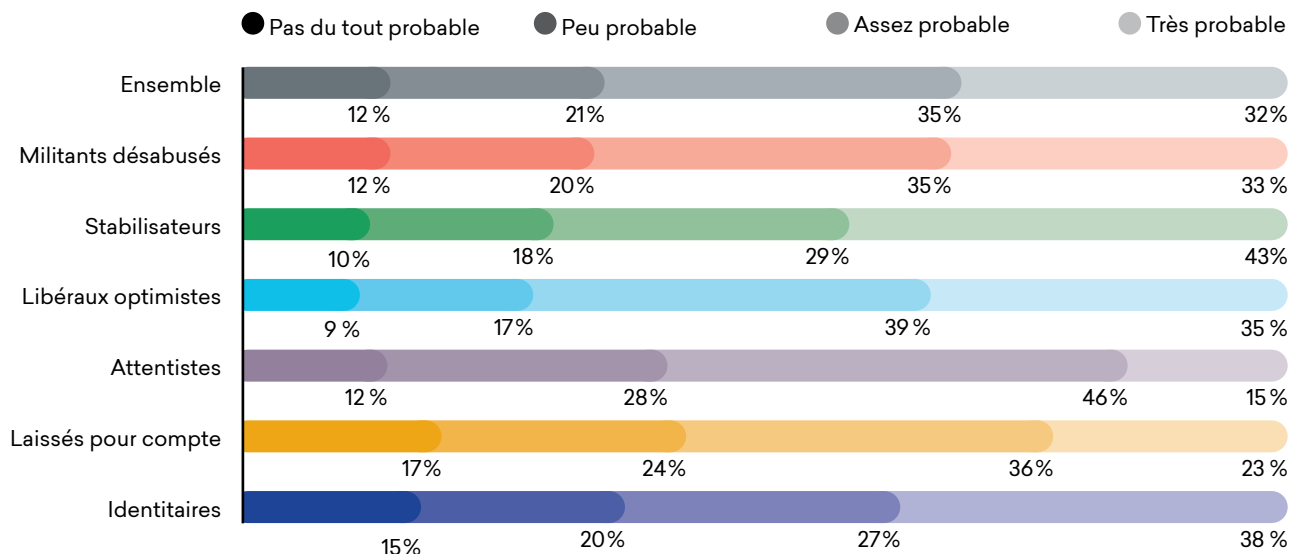
**En revanche, la conviction des Oubliés de vivre dans une « démocratie de l'entre-soi » reste stable par rapport à 2019, mais toujours aussi marquée. En effet, s'ils sont 83 % des Français à estimer que la plupart des responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux, ils sont 93 % parmi les Laissés pour compte à partager cet avis.**

Dans la période actuelle, **la sensation du détachement des élites vis-à-vis des citoyens et réciproquement, de l'éloignement des citoyens vis-à-vis des élites est particulièrement propice à la diffusion de discours du « nous » contre « eux ».** Cette étude montre que les Laissés pour compte qui considèrent que l'Exécutif se préoccupe trop des « responsables du gouvernement », « des riches », « des journalistes » et des « dirigeants syndicaux » estiment en même temps que ces acteurs sont ceux qui méritent le plus de reproches dans la crise. Cette dichotomie vient à creuser le sentiment d'iniquité de traitement.

Notons en revanche que l'attachement des Français pour les chercheurs en médecine demeure intact, puisqu'ils sont, après « les personnels soignants », « les travailleurs en première ligne » et « les personnels en service d'urgence », ceux qui méritent le plus de félicitations selon l'étude. Les polémiques relatives au Professeur Didier Raoult et les désaccords de la communauté scientifique ne paraissent pas avoir entamé la relation privilégiée qu'ils entretiennent avec les Français.



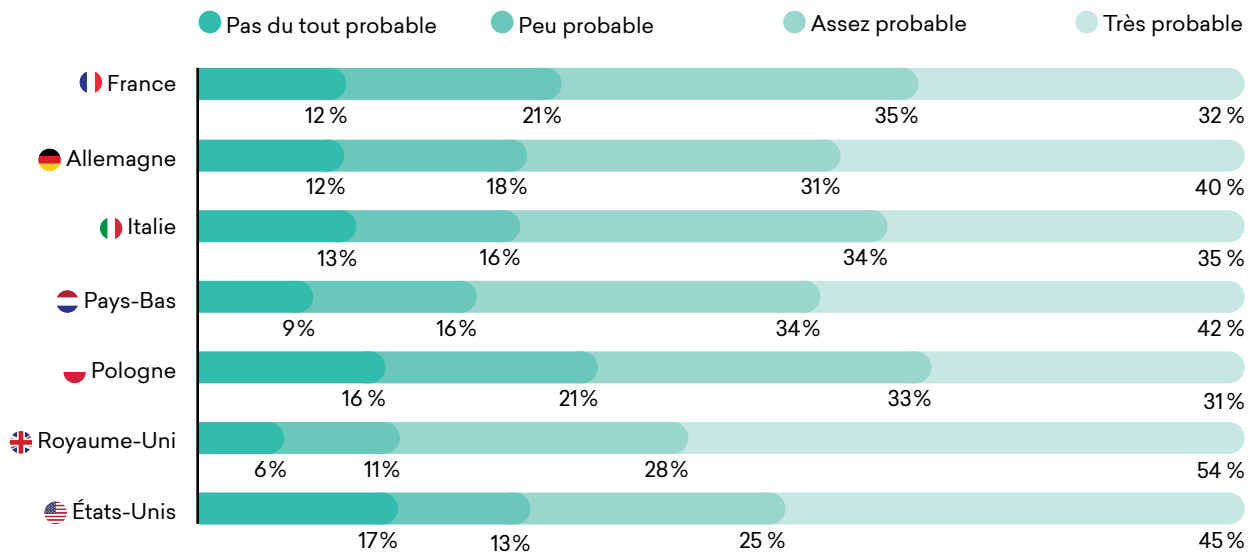
GRAPHIQUE 1.17. LES FRANÇAIS EN ATTENTE D'UN VACCIN CONTRE LE COVID-19 ?



Si un vaccin sûr et efficace contre le COVID-19 est mis au point, quelle est la probabilité que vous vous fassiez vacciner ?

Source : Destin Commun 2020

GRAPHIQUE 1.18. LES EUROPÉENS ET LES AMÉRICAINS EN ATTENTE D'UN VACCIN CONTRE LE COVID-19 ?



Si un vaccin sûr et efficace contre le COVID-19 est mis au point, quelle est la probabilité que vous vous fassiez vacciner ?

Source : Destin Commun 2020

Lors de l'enquête qualitative, **les Attentistes et les Laissés pour compte ont opposé « deux France » : d'une part, celle « du gouvernement » et de l'autre, la France « des gens »**. Cette dernière regroupe les faveurs unanimes des participants. Les éloges sont destinés aux soignants et à ceux que l'on nomme désormais communément la « deuxième ligne », reconnus pour leur engagement et leur capacité à maintenir à flot une France à la dérive.

« J'ai l'impression que le gouvernement, c'est plus par intérêt, je ne suis pas sûr qu'ils pensent toujours à la population. Moi j'ai plus d'assurance dans la population : les associations, les restos du cœur, les pompiers, les infirmiers... Les fonctionnaires, les ONG, les hospitaliers, on peut leur faire confiance. »

UNE ATTENTISTE

GRAPHIQUE 1.19. QUI FÉLICITER POUR LEURS ACTIONS PENDANT LA CRISE ?



Cet encensement d'une France dans laquelle les Oubliés se reconnaissent, soit par leur proximité sociale et géographique, soit parce qu'ils en font partie, montre qu'ils se projettent dans une communauté plus large. **La crise offre donc l'incarnation de figures héroïques, pour lesquelles des gestes forts de valorisation doivent être consentis.** Cela constituerait la démonstration que le gouvernement souhaite renouer le dialogue avec des publics auxquels la France des Oubliés s'identifie.

« Faut valoriser les Français qui se lèvent tous les matins. On a un peu oublié les gilets jaunes. Quand vous vous retrouvez avec plus de charges que de rentrées... »

UN ATTENTISTE

« Ils doivent tout changer ! Là on a vu que le personnel de santé était indispensable. Faut savoir qu'ils sont très mal payés, ils font beaucoup d'heures de travail et pour moi ce sont des personnes qu'on doit récompenser ; je parle des infirmières et des médecins. Faut changer beaucoup de choses. »

UN ATTENTISTE

« On n'a pas pensé aux ambulanciers, on n'a pas pensé au personnel qui travaille dans les magasins, eux ont toujours été là... il y en a plein d'autres qui n'ont pas été félicités. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

« Par exemple les routiers devaient livrer les magasins comme si de rien n'était, ils étaient considérés comme des pestiférés. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

2.

**Envisager l'après :  
entre intérêts  
individuels et  
fort désir d'unité**

# I. Devons-nous changer de système ?

## 1. Une opportunité pour se réinventer malgré les doutes

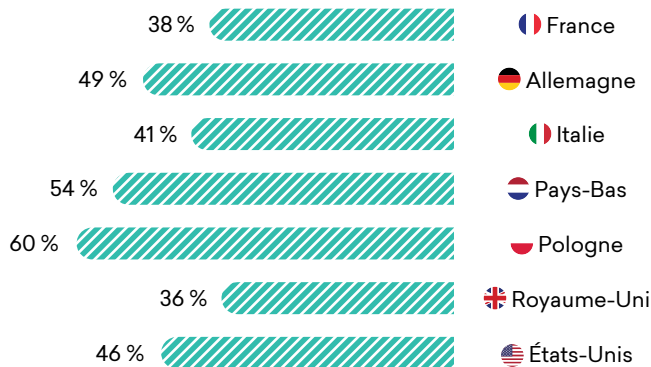
De nombreux débats ont occupé la période du confinement sur le « monde d'après qui ne sera jamais plus pareil ». Entre les peurs et la volonté de retrouver sa vie d'avant, certains ont vu dans la crise une opportunité de se « réinventer ». Ainsi les Français se prononcent en faveur du changement : 62 % déclarent que nous devrions saisir l'occasion du COVID-19 pour apporter des mutations importantes à notre système économique et social. Bien que les appels à inventer un autre « monde d'après » aient pu paraître parfois incantatoires, cette aspiration était donc partagée par une large majorité de Français. Ils sont d'ailleurs en tête parmi notre comparatif international avec les Britanniques (64 %). Les Allemands et les Néerlandais demeurent partagés sur cette question, alors que les Polonais (60 %) appellent plutôt simplement à un retour à la normale.

« Faut que ça change. C'est une leçon qu'on a eue, il faut en tirer profit. Il faudrait changer l'individualisme. Montrer qu'on peut consommer différemment et pas inutilement. »

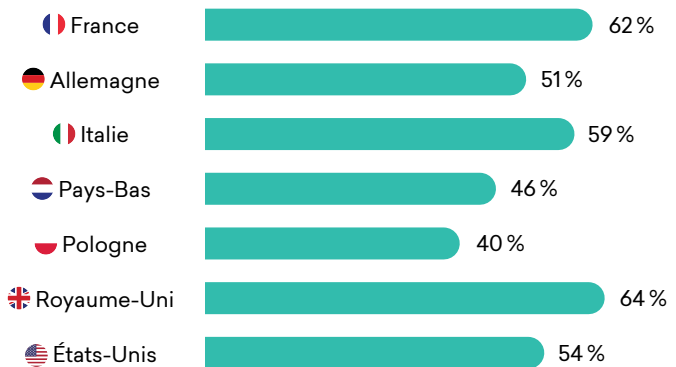
UNE LAISSÉE POUR COMPTE

### GRAPHIQUE 2.1. LES EUROPÉENS, ENTRE CHANGEMENT DE MODÈLE ET RETOUR À LA NORMALE

Je veux surtout que les choses reviennent à la normale, comme elles étaient avant la pandémie



Nous devrions saisir l'occasion du COVID-19 pour apporter des changements importants à notre pays

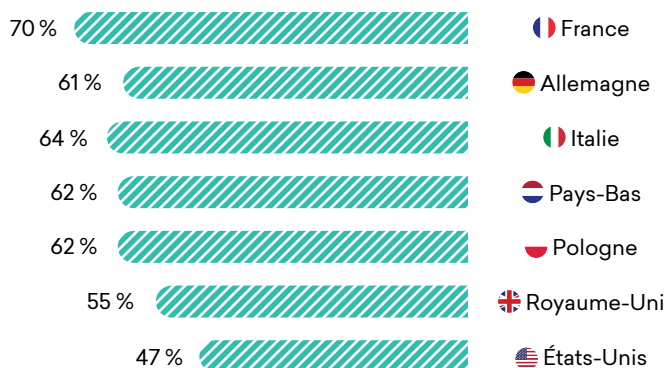


Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

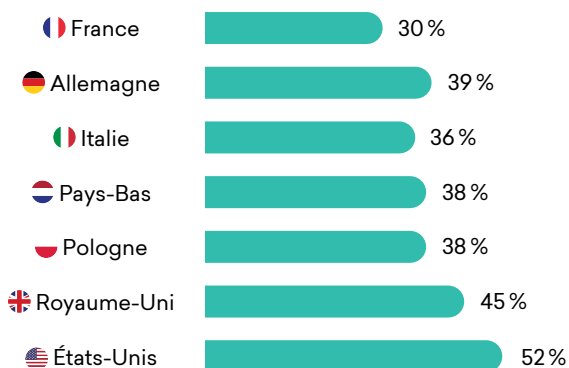
Source : Destin Commun 2020

### GRAPHIQUE 2.2. CHANGEMENT : LES EUROPÉENS DÉSIILLUSIONNÉS ?

Je doute que beaucoup de choses changent dans notre pays après la fin de la pandémie



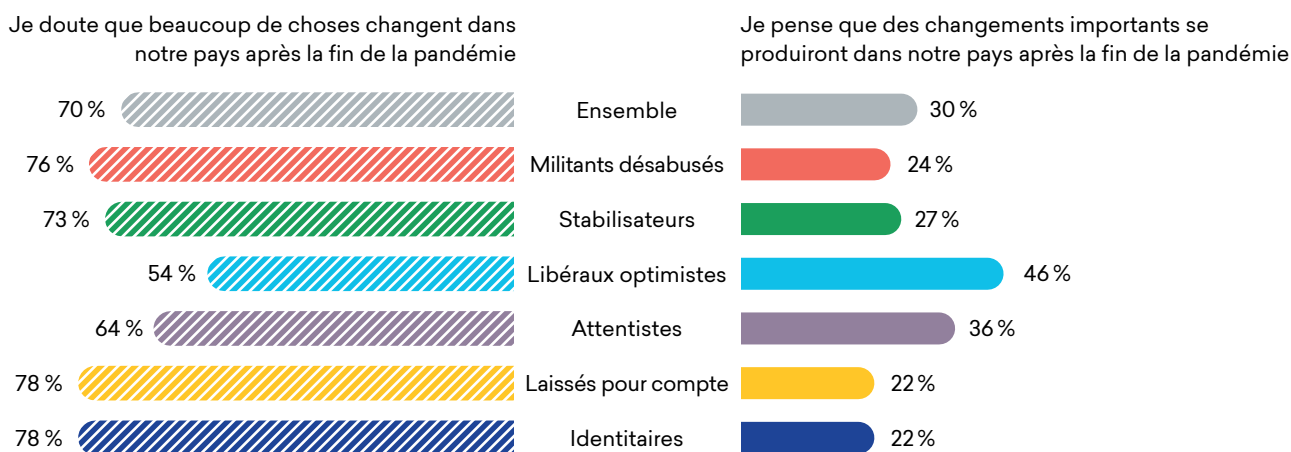
Je pense que des changements importants se produiront dans notre pays après la fin de la pandémie



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Source : Destin Commun 2020

## GRAPHIQUE 2.3. CHANGEMENT : LES FRANÇAIS DÉSILLUSIONNÉS ?



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Source : Destin Commun 2020

Mais paradoxalement, alors qu'il s'agit d'un souhait largement partagé, rares sont ceux à penser qu'il a une chance de se concrétiser. Là encore, le scepticisme des Français tranche notamment avec les Américains qui prédisent à 52 % des changements futurs notables après la pandémie. Plus particulièrement, **les Oubliés ont assimilé la promesse de ce nouveau monde à une illusion médiatique qui n'aboutirait en fait qu'à un retour au fonctionnement *quo ante***. Près de 78 % des Laissés pour compte estiment que le changement de modèle n'aura pas lieu après la pandémie – contre 70 % en moyenne et 54 % chez les Libéraux optimistes. Les Laissés pour compte corréleront cette immuabilité au manque de volonté politique. Ainsi constate-t-on un découragement au sein de cette famille qui fait peser un risque accru sur son éventuelle démobilisation ou tout au contraire, un fort retour de la contestation comme avec le mouvement des gilets jaunes.

« C'est une bonne occasion puisque les gens ont pu s'apercevoir de certaines choses... Le mot crise en chinois c'est le danger ou opportunité. Il y a des fois certains changements qu'il faut savoir faire. »

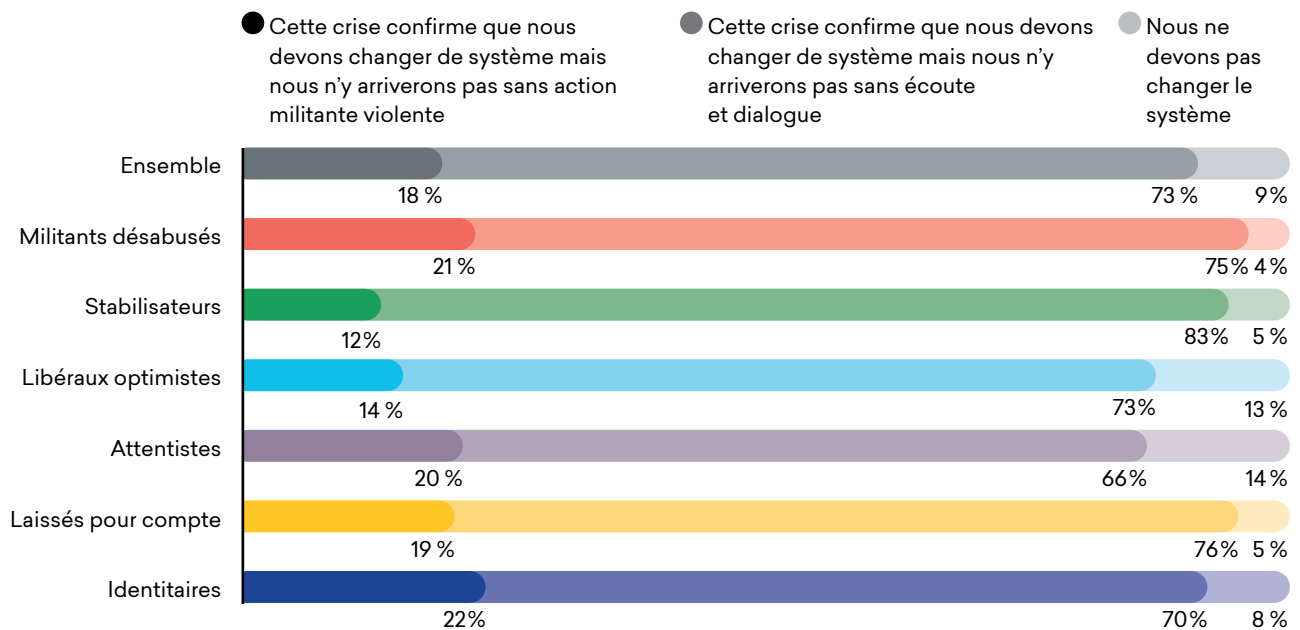
UN ATTENTISTE

Alors que nous sommes toujours au cœur de la crise, il apparaît qu'il s'agit du moment idéal pour transformer cette détermination collective en gages réels et concrets. Ils serviraient alors de marchepied d'un dialogue renoué avec la population qui aspire à participer plus à la vie publique.

## 2. Écoute et dialogue au cœur de l'après

Les Français expriment donc leur désir de changer de modèle, dans un contexte de dépit et de lassitude. L'inaptitude des citoyens à pouvoir échanger de manière apaisée dans le futur nourrissait particulièrement certaines inquiétudes en amont de l'enquête, tant le choc de la pandémie semblait avoir creusé les fractures entre les individus. **Or, 73 % des Français déclarent que si nous devons changer de système, nous n'y arriverons pas sans écoute et dialogue.** Fait notable : les Laissés pour compte adhèrent à 76 % à cette conviction, rejoints par les Attentistes (66 %) et les Identitaires (70 %). **Ce résultat optimiste tranche donc avec le préjugé selon lequel les différences demeurent insurmontables. Aussi offre-t-il à notre société un levier supplémentaire pour faire corps.**

## GRAPHIQUE 2.4. COMMENT CHANGER LE SYSTÈME ?



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Source : Destin Commun 2020

### 3. La violence comme ultime recours

La soif de changement par le dialogue devient donc un fil rouge. Cette constatation positive ne doit néanmoins pas nous faire perdre de vue que **près de 2 Français sur 10, s'ils souhaitent aussi le changement, ne le croient en revanche possible qu'à travers des actions militantes violentes**. Faut-il voir dans ce chiffre - élevé - une véritable injonction au conflit ? Ajoutons à cela que 41 % d'Attentistes se trouvent dans une zone grise : s'ils ne sont pas enclins à participer à des actions violentes, ils sont prêts néanmoins à les soutenir.

« Le vote c'est bien pour donner l'impulsion et après faut donner les moyens à cette personne élue de mettre en place son programme... Il y a aussi des groupes ou des ONG qui vont mettre en place des actions. Tout ce qui est militant, avoir quelques extrémistes modérés qui vont donner de la voix va permettre de créer des déclics et heurter l'opinion. Il faut des fois des choses atypiques qui viennent bousculer tout ça. »

UN ATTENTISTE

Les Laissés pour compte sont 19 % - soit 1 point de plus que la moyenne - à entrevoir le changement par la violence. Dans ce cadre précis, ils semblent confrontés à une situation d'aphonie qui induit la contradiction entre le dialogue apaisé et la conviction que la violence est inévitable, voire nécessaire. L'insécurité produite par la crise pourrait d'ailleurs les faire tendre vers des actions violentes, comme seule échappatoire à leur sentiment d'asphyxie. **Ceci est d'autant plus vrai que les Oubliés expriment un scepticisme croissant dans l'utilité du vote. Alors que le dialogue est plébiscité par cette famille, recréer une relation de confiance constitue une priorité majeure.**

## II. Les Français, entre errance et appartenances multiples

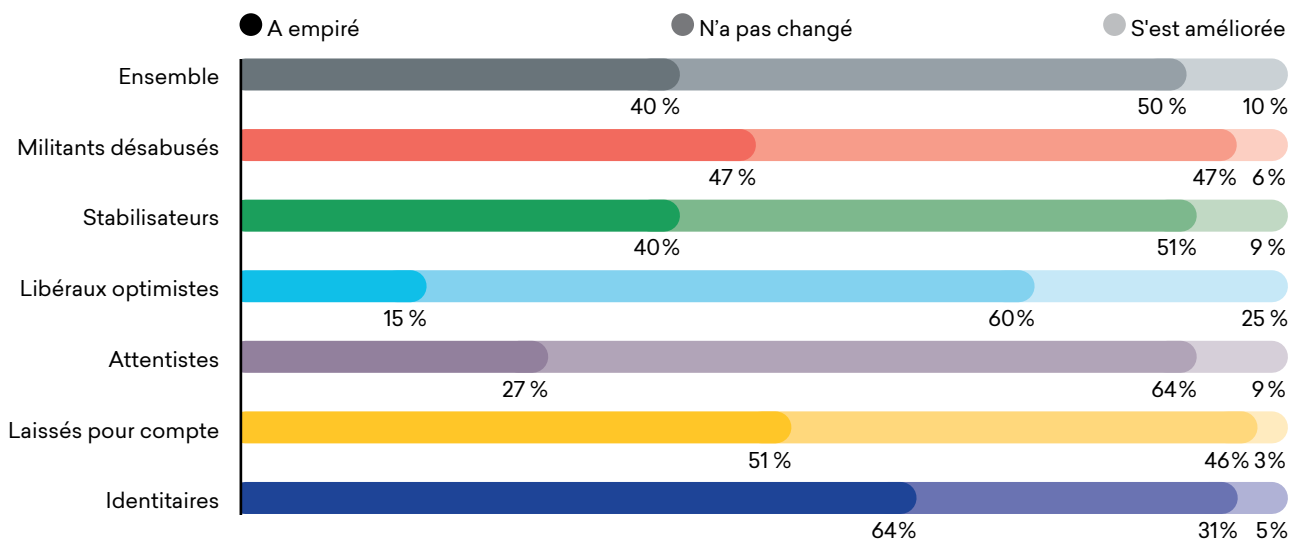
L'opposition sempiternelle entre le « citoyen du monde » et le « citoyen français » fait l'objet de débats, surtout lorsqu'il est imposé aux individus de choisir entre l'une et l'autre. Ce chapitre propose de regarder **le niveau d'attachement des Français à un territoire local, à notre nation puis à l'Europe** au travers d'une hiérarchie instinctive. Tout en mettant en lumière les attachements multiples, il analyse également les chamboulements causés par la crise du COVID-19 sur le sentiment d'appartenance des individus<sup>6</sup>.

### 1. L'échelon local comme sanctuaire

L'étude révèle un plébiscite pour l'échelon local qui conserve la sympathie des citoyens et qui gagne en confiance à mesure que l'action nationale est mise en cause. *La France en quête* montrait déjà que les Français éprouvaient un sentiment d'attachement élevé à l'échelon local : 76 % le déclaraient.<sup>6</sup>

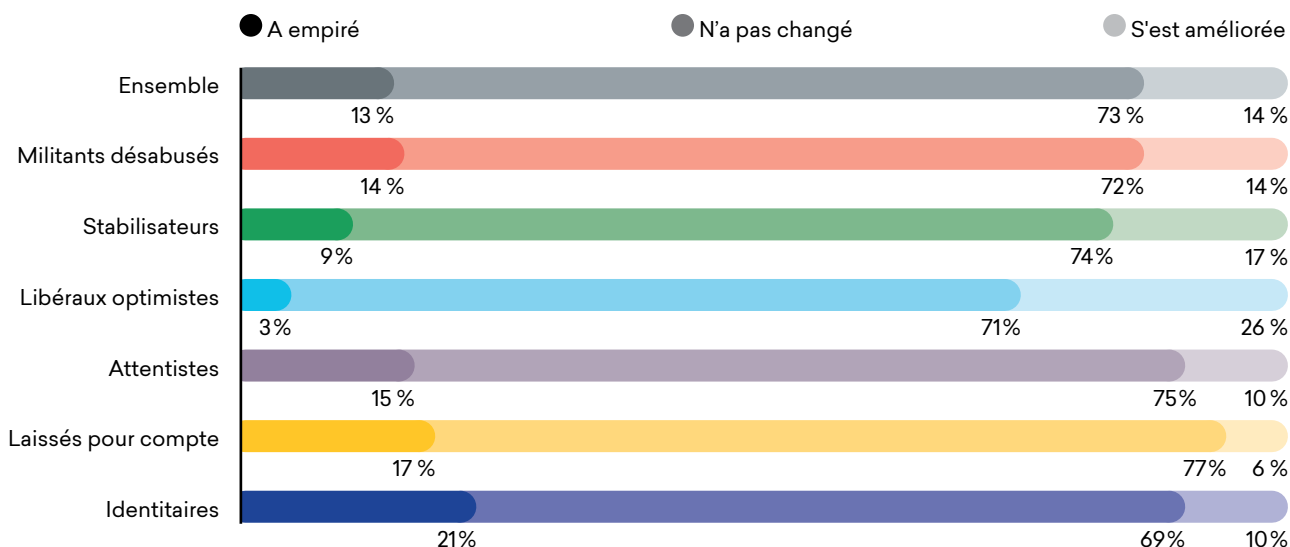
GRAPHIQUE 2.5. LA CONFIANCE DES FRANÇAIS ENVERS LES AUTORITÉS

#### Confiance dans le gouvernement



Depuis le début de la crise du COVID-19, votre confiance dans le gouvernement français - Source : Destin Commun 2020

#### Confiance dans la collectivité territoriale



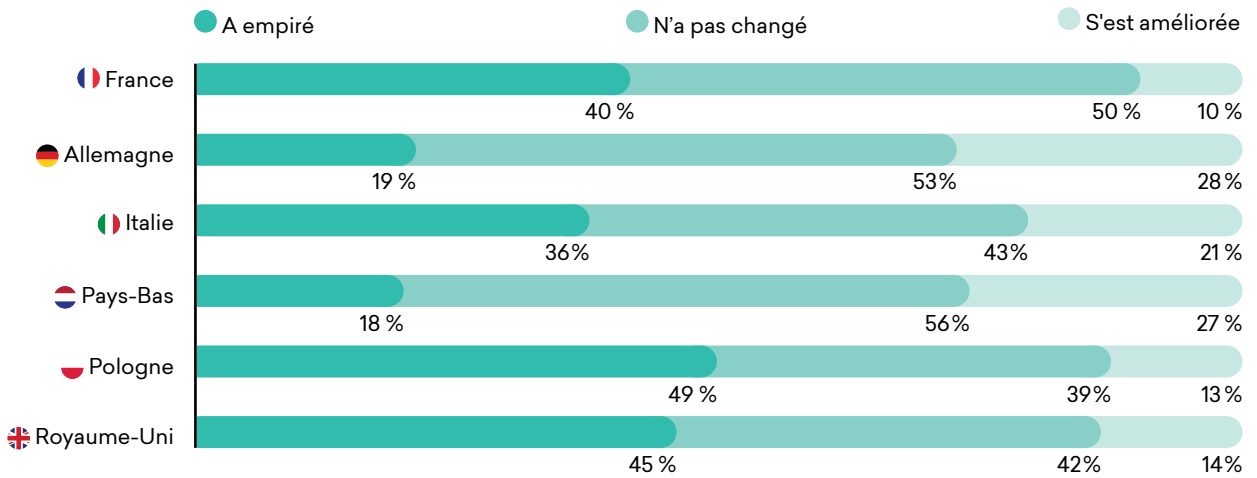
Depuis le début de la crise du COVID-19, votre confiance dans votre collectivité territoriale - Source : Destin Commun 2020

6. Source : Destin Commun, *La France en quête*, p. 153



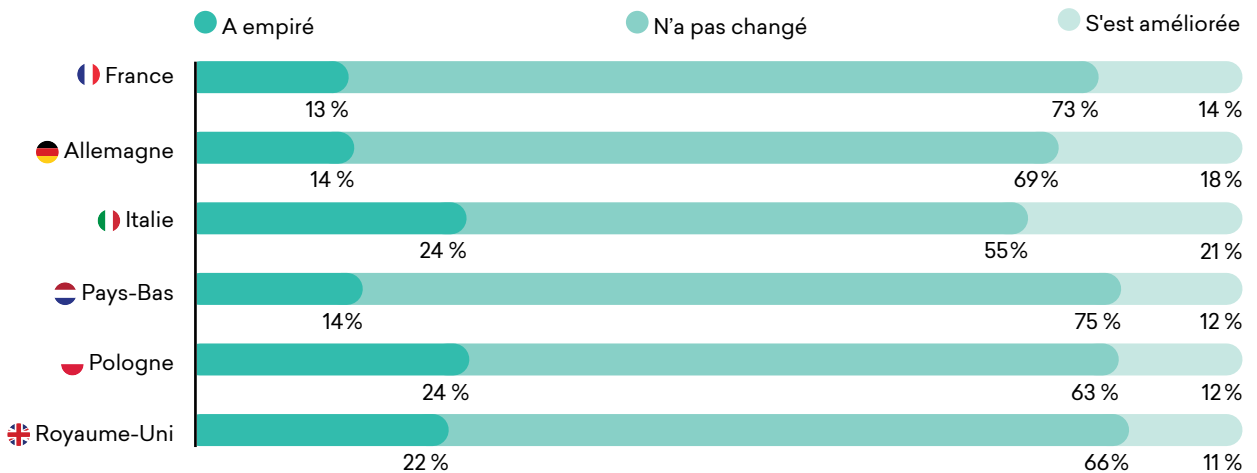
## GRAPHIQUE 2.6. LA CONFIANCE DES EUROPÉENS ENVERS LES AUTORITÉS

### Confiance dans le gouvernement



Depuis le début de la crise du COVID-19, votre confiance dans votre gouvernement - Source : Destin Commun 2020

### Confiance dans la collectivité territoriale

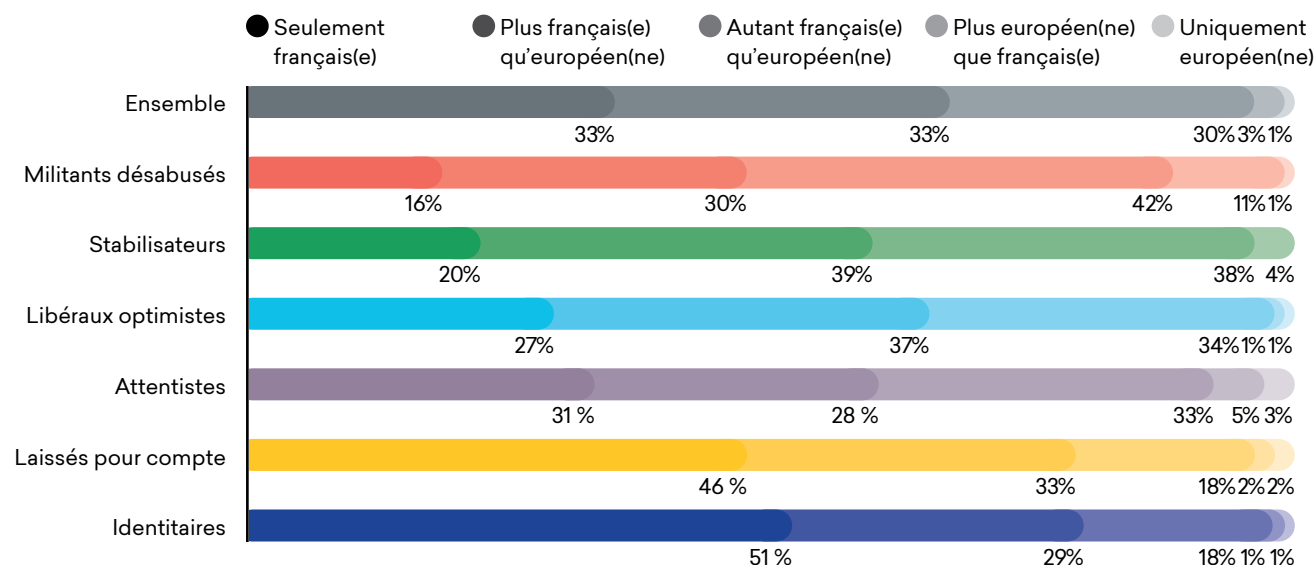


Depuis le début de la crise du COVID-19, votre confiance dans votre collectivité territoriale - Source : Destin Commun 2020

**Si l'attachement territorial des Français s'inscrit dans un processus long, la crise du COVID-19 a principalement mis en exergue le fait que l'échelon local constitue un refuge pour les individus et en particulier, pour les plus exposés aux risques économiques et sociaux. En élargissant le prisme, nous constatons depuis le COVID-19 que les Oubliés ont tendance à ne communiquer exclusivement qu'avec leur premier cercle.** Ainsi leurs interactions se limitent-elles à leurs amis, leur famille, leur médecin. En outre, les Oubliés montrent une tendance à l'absentéisme électoral sans renoncer pour autant à la politique, mais en la limitant à des échanges avec des proches qui partagent leurs avis.

**L'interprétation du renouvellement de la hiérarchisation des attachements laisse apparaître un autre paradoxe : le déficit de confiance des Laissés pour compte envers l'État, qui aurait pu préfigurer un divorce durable, ne présage en réalité pas la fin de l'appartenance à la nation.**

## GRAPHIQUE 2.7. IDENTITÉ FRANÇAISE ET IDENTITÉ EUROPÉENNE



Vous vous sentez personnellement

Source : Destin Commun 2020

Les Français **indiquent à 33 % se sentir exclusivement français et se sentir plus français qu'eupéens**. À titre de comparaison, cette primauté donnée au fait d'être français a diminué depuis 2019 : Dans *La France en quête*, 39 % indiquaient se sentir seulement français, 37 % plus français qu'eupéens et 21 % autant français qu'eupéens<sup>7</sup>.

En 2020, le sentiment d'attache exclusivement nationale s'élève à 51 % chez les Identitaires et à 46 % chez les Laissés pour compte. C'est 5 points de moins qu'en 2019 pour cette famille<sup>8</sup>.

Il convient néanmoins de spécifier que les Oubliés, parmi lesquels figurent les Laissés pour compte, ne bénéficient d'une mobilité géographique que relative, ce qui limite leur disposition à se projeter dans un espace plus grand. **Il ne s'agit donc pas d'une haine nourrie à l'égard de l'extérieur, mais plutôt d'une projection difficile ou un artefact qui les empêche de se sentir membres d'une communauté qui dépasse leurs frontières.**

## 2. La coopération européenne pour une meilleure sortie de crise ?

Cette étude relate en parallèle l'attachement des Français au socle européen. En effet, seuls 29 % d'entre eux indiquent que l'adhésion à l'Union européenne est une mauvaise chose alors que la coopération avec les autres États membres est très majoritairement saluée par les Français (59 %). Dans l'étude comparative, les Français indiquent à 19 % que l'appartenance de leur pays à l'Europe se révélera plus importante encore à l'avenir. Sans surprise, les Allemands sont en tête avec 34 % d'entre eux à s'exprimer dans le même sens, a contrario, les Italiens sont 29 % à penser que l'adhésion à l'Europe sera moins importante à l'avenir.

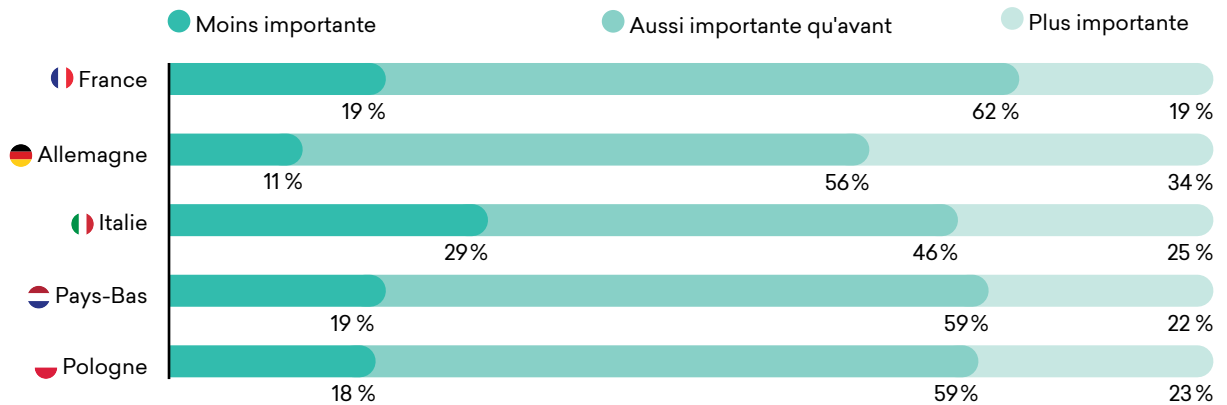
« On a des pays qui sont des pays forts et d'autres plus appauvris. L'Italie ne dit plus rien puisqu'elle a besoin de l'Europe pour vivre. Pour des pays plus riches, ça les contraint. Chaque État prêche pour sa paroisse. D'être unis on est toujours plus forts face à l'ennemi. »

UNE ATTENTISTE

7. Destin Commun, *La France en quête*, p. 154

8. Ibid. p.153.

**GRAPHIQUE 2.8. L'IMPORTANCE DE L'ADHÉSION À L'EUROPE POUR LES ANNÉES À VENIR (COMPARAISON EUROPÉENNE)**



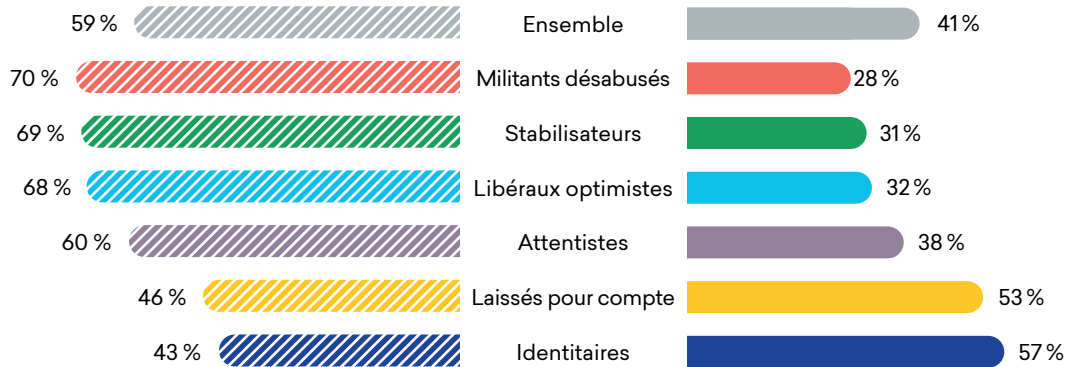
Dans les prochaines années, pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'Union européenne sera... ?  
 Source : Destin Commun 2020

**Les Français semblent particulièrement favorables à une plus forte entraide. Si les Militants désabusés, les Stabilisateurs et les Libéraux optimistes se prononcent à plus de 70 % en faveur de la solidarité vers les autres pays européens, les Laissés pour compte sont plus ambivalents.** En effet, ils sont quasiment autant à valoriser la « solidarité européenne » qu'à estimer que « la solidarité européenne va trop loin ».

**GRAPHIQUE 2.9. LA COOPÉRATION EUROPÉENNE COMME SOLUTION À LA CRISE ?**

Pour la France, une plus grande coopération européenne est le meilleur moyen de sortir de cette crise

Pour la France, plus de contrôle français sur nos prises de décision est le meilleur moyen de sortir de cette crise



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ? (Les réponses « je ne sais pas » ne sont pas indiquées)  
 Source : Destin Commun 2020

« Ce n'est pas la France qui va pouvoir faire face aux États-Unis. Quand on parle de l'Europe, on en parle souvent en mal. Si à un moment donné on met plutôt en avant ce qui va bien est-ce que ça ne va pas relancer tout ça ? »

UNE ATTENTISTE

Le rapport à l'Europe, plus lointain, semble prendre corps dans un lien prioritairement fonctionnel. Lors de l'enquête qualitative néanmoins, **les Oubliés ont également évoqué le besoin d'Union européenne, au plan géopolitique.** Ils visaient principalement la nécessité de faire bloc dans un contexte de concurrence avec les grandes puissances américaine et chinoise.

À propos de l'Europe

« Ça serait mieux que tout le monde soit soudé. Même financièrement les pays d'Europe peuvent faire face aux puissances économiques comme la Chine, la Russie ou les USA. Moi je pensais que c'était un peu le cas, mais finalement ça a été chacun dans son coin, j'étais un peu choqué. Je pensais qu'on serait plus unis. »

UN ATTENTISTE

**Le rapport à la solidarité européenne est brouillé par les effets de la pandémie et accouche de paradoxes. D'abord, les Oubliés mettent plus volontiers l'accent sur des faits positifs.** Nombreux saluent la prise en charge par l'Allemagne de certains hospitalisés français, pour désengorger les structures de l'est de la France. *A contrario*, les faits négatifs sont imputés à la mauvaise gestion gouvernementale. Les vols de masques lors de transits dans des États voisins ou le cas significatif de la cargaison rachetée sur le tarmac d'un aéroport par les États-Unis ont été qualifiés d'attitudes « naïves ».

« Moi ce qui m'a choqué c'est le vol des cargaisons de masques. Il y a des Alsaciens qui se sont fait soigner en Allemagne donc il y a un peu de positif. »

UNE ATTENTISTE.

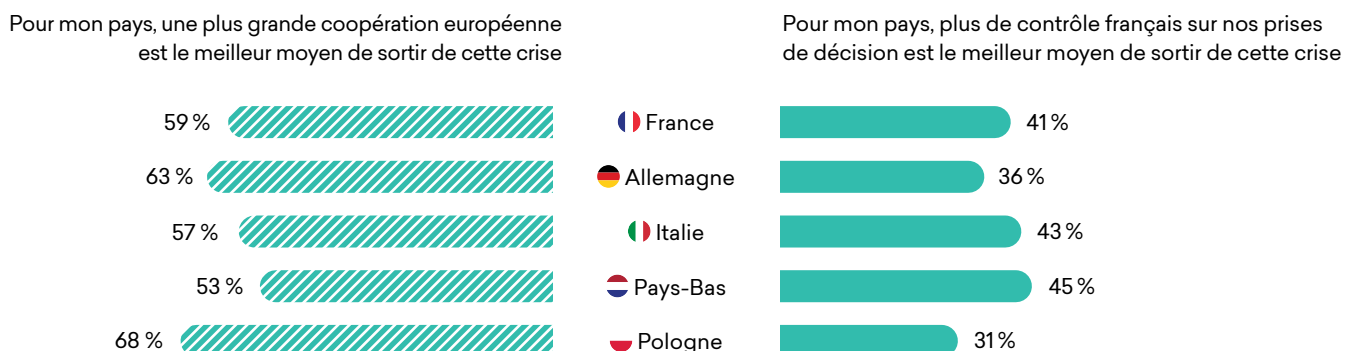
**Cela traduit un désir des Oubliés de ne pas sentir leur pays seul dans cette crise transnationale et de tendre vers une bonne gouvernance globale.** Il nous faut néanmoins préciser que l'assentiment à la solidarité européenne dans la crise tient en partie au fait que les Français se sont sentis plus aidés par leurs voisins européens que l'inverse.

À propos de la coopération européenne

« J'aimerais bien une meilleure gestion des ressources : les pays qui ont beaucoup donnent, mais c'est un peu idéaliste... D'après ce que j'ai compris, c'est qu'actuellement ils n'arrivent pas à se mettre d'accord. »

UN ATTENTISTE

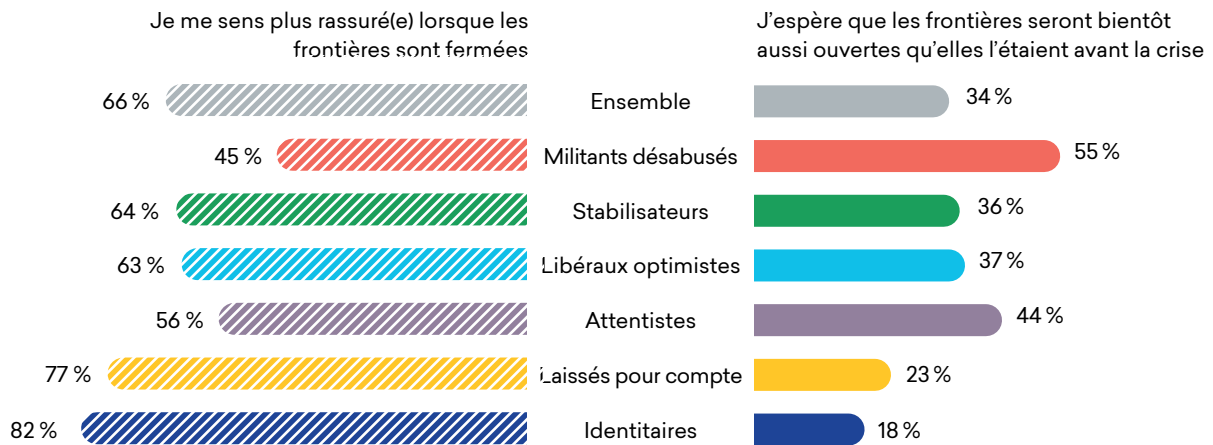
GRAPHIQUE 2.10. LA COOPÉRATION EUROPÉENNE COMME SOLUTION À LA CRISE (COMPARAISON EUROPÉENNE) ?



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Source : Destin Commun 2020

GRAPHIQUE 2.11. LES FRONTIÈRES POUR SE PROTÉGER DE LA PANDÉMIE ?



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Source : Destin Commun 2020

Car s'ils demandent plus de coopération entre États membres (59 %), les Français affirment en majorité aussi se sentir plus en sécurité quand les frontières sont fermées (66 %). Si sans surprise, les Identitaires sont particulièrement nombreux à s'exprimer dans ce sens (82 %), les Laissés pour compte le sont également (77 %). Ce résultat contradictoire a été questionné lors de l'enquête qualitative, durant laquelle les Laissés pour compte et les Attentistes ont exprimé une grande inquiétude quant au risque de contagion massive. Ainsi voient-ils dans la multiplication des déplacements de populations une cause probable de danger qui accélérerait la propagation d'une seconde vague dans laquelle le pays semble bien entrer. Dans le contexte actuel, ils indiquent se sentir plus en sécurité si la mobilité humaine reste limitée. Cet enseignement relatif aux frontières fera donc l'objet d'une attention particulière dans les prochains mois, au regard d'une reprise plus forte de l'épidémie.

L'étude traduit donc une hiérarchisation des réponses souhaitées. L'urgence pour les Oubliés est de se focaliser sur les inquiétudes individuelles et immédiates dans ce contexte de crise et d'incertitude quant à la future évolution de la maladie. **La fermeture des frontières est donc plutôt perçue comme une action pragmatique pour contenir le coronavirus. Au contraire, les Identitaires lui prêtent une vertu idéale, liée à un modèle de société.**

### 3. Une bonne gouvernance à tous les échelons territoriaux

**Autre enseignement probant de la période coronavirus : l'attachement n'est pas un élément figé. Il peut être pluriel, hiérarchisé, mouvant, à géométrie variable, mais surtout, n'est pas forcément excluant vis-à-vis d'autres types d'appartenance.** Les citoyens peuvent se sentir attachés à leur village autant qu'à leur nation, tout en se projetant dans un espace européen. Si les Identitaires expriment une ligne exclusivement française pour une majorité d'entre eux, notons qu'ils sont 29 % à se sentir plus français qu'européens et 19 % à se sentir autant français qu'européen. Ainsi constatons-nous que même au sein de cette famille pour laquelle la question nationale est tranchée, se décline une diversité de modalités d'adhésion.

**En revanche, l'habituelle tendance à mettre en opposition les territoires et l'échelon national ou encore l'État et l'Europe ne correspond pas à l'attente des Oubliés.** Il s'agirait plutôt désormais de trouver l'échelon d'action qui correspond le mieux à l'objectif recherché. Cela s'applique d'autant plus que la crise n'a pas eu d'effet d'hostilité des Français envers l'Europe.

**3.**

**Quels chemins  
pour réunir  
les Français en  
temps de crise ?**

# I. Une réconciliation confirmée entre économie et écologie

## 1. Les Français donnent la marche à suivre pour la relance

L'impact du COVID-19 sur l'économie française représente un enjeu majeur dans la période d'après crise sanitaire. **Les Oubliés considèrent la relance comme prioritaire tant l'inquiétude gronde. La situation financière individuelle et la santé économique générale du pays semblent d'ailleurs fusionner dans une seule et même angoisse, affichant le lien organique que les citoyens tissent entre leur perception de leur situation individuelle et leur perception de la situation nationale**, surtout chez les Laissés pour compte.

« Il faut privilégier les petites entreprises pour les aider à relancer. Il y a des humains derrière qui ont des enfants. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

Après la mise en place du chômage partiel particulièrement saluée, la France des Oubliés est désormais dans l'attente d'une deuxième phase, qui consisterait en un plan de relance organisé. **Précisons que les Attentistes et les Laissés pour compte qui la composent prédisent et craignent un effondrement de l'économie dès l'automne 2020.** Ils attendent de fait une réaction immédiate du gouvernement, d'autant que les perspectives de ce segment s'établissent à un horizon très court.

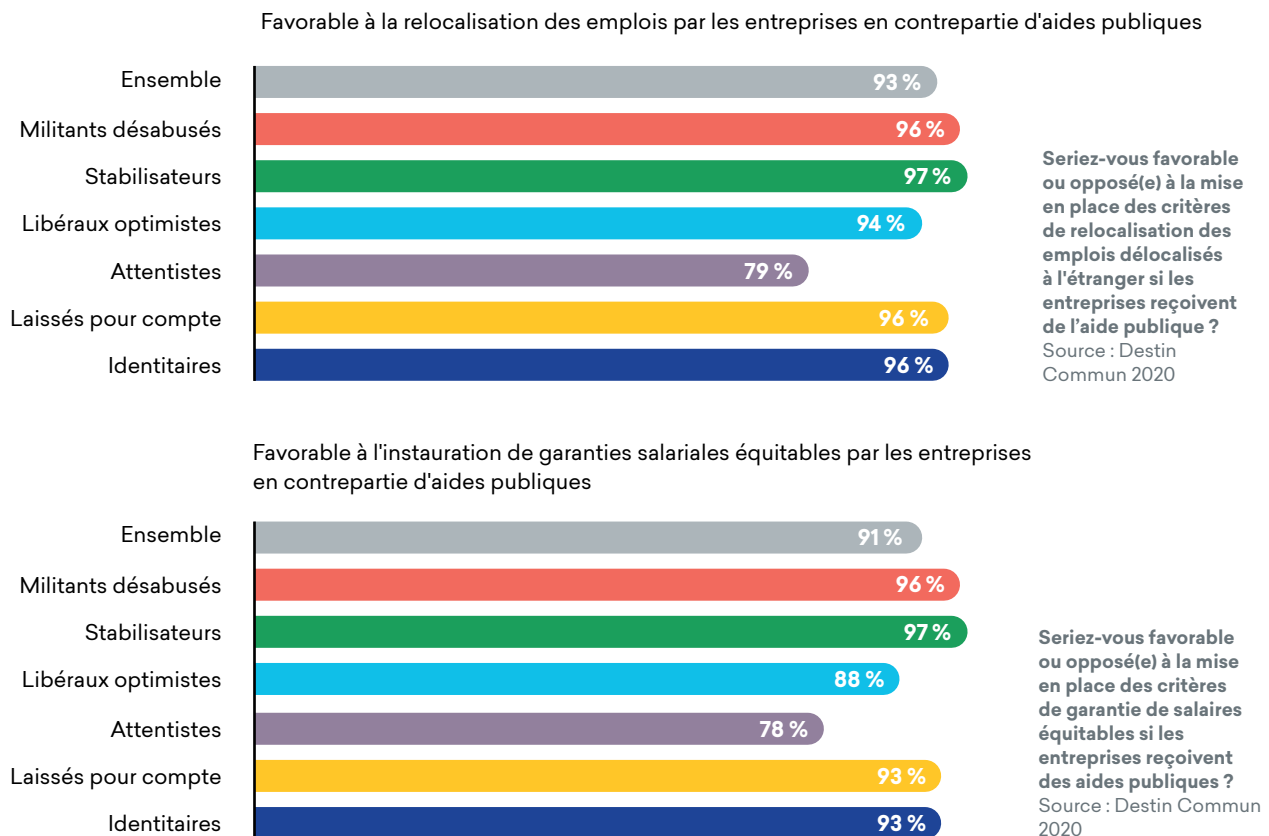
De manière prospective, 80 % des Français souhaitent un rapatriement sur le sol français et européen de certaines industries délocalisées à l'étranger. La question de la relocalisation des industries stratégiques a été particulièrement explorée lors de l'enquête qualitative. **Les Attentistes et les Laissés pour compte se sont prononcés unanimement sur la nécessité de reprendre la production sur le territoire national ou européen.** Il s'est révélé que par « industries stratégiques », ces familles entendaient spécifiquement la production de masques et de médicaments, cette perception découlant largement des « vols de masques sur les tarmacs » ou encore de la découverte d'un haut degré de dépendance des pays occidentaux envers la production asiatique des médicaments.

« Les médicaments dans les pays asiatiques ce sont surtout les matières premières. Il faudrait les produire en France, mais comme ça coûte plus cher... C'est une question économique, il ne faut pas chercher plus loin. »

UN ATTENTISTE

**Les avis abondent en faveur des mesures visant à aider les entreprises. Toutefois, les Français souhaitent que l'Exécutif en affine le partage au profit des petites et moyennes entreprises, plus sensibles aux chocs.** En parallèle, la France des Oubliés dénonce un gouvernement qui en fait « trop » pour les grandes entreprises « qui n'en ont pas forcément besoin ».

GRAPHIQUE 3.1. CONDITIONNALITÉS DES AIDES AUX ENTREPRISES

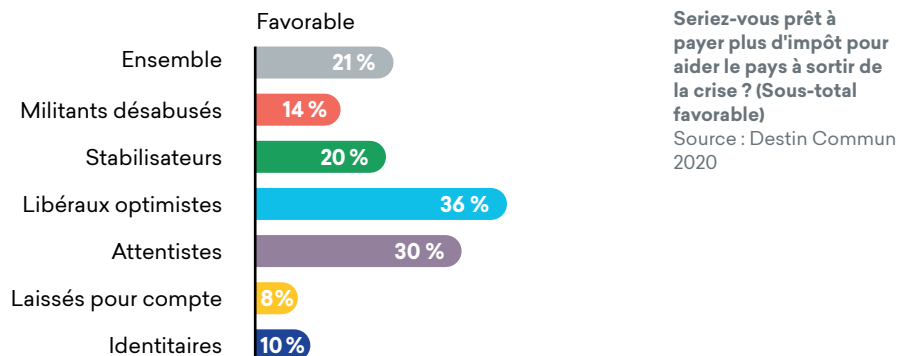


Cette rancœur est particulièrement dirigée vers les industries de l'automobile et de l'aérien, qui sont perçues comme les grandes bénéficiaires des aides publiques au détriment des PME. Lors des groupes de discussion, il leur est reproché d'avoir licencié massivement « quelques semaines après avoir touché l'argent », précisant que « la crise a bon dos ». **À cet égard, les Français n'hésitent pas à demander un durcissement des contreparties aux aides financières : relocalisation (93 %), justice fiscale (91 %), équité des salaires (91 %) ou plafonnement des rémunérations des cadres (82 %).**

« Les très grosses entreprises qui n'ont pas forcément besoin, Air France ou je ne sais pas... Ils ont reçu des millions d'aides alors qu'après ils ont licencié. Ça me choque dans le sens où si on aide les grandes entreprises à côté on doit répondre à d'autres besoins comme le personnel santé qu'on laisse revendiquer depuis des années. »

UNE ATTENTISTE

GRAPHIQUE 3.2. LES FRANÇAIS, RÉTICENTS À CERTAINS SACRIFICES





**Aussi, l'équité, valeur cardinale des Français, influe sur la perception globale que les citoyens se font des moyens à mettre en œuvre pour la reprise économique. Si des efforts doivent être consentis, ils doivent être répartis et calibrés en fonction des responsabilités et capacités de chacun.** Ils n'attendent pas – ou ne sont pas prêt à consentir - aux mêmes engagements à l'échelle individuelle que ce qu'ils attendent de la part des grandes entreprises. À titre d'exemple, les Français (79 %) ne se disent pas prêts à contribuer plus fortement à l'impôt sur le revenu pour financer la reprise économique. En revanche, ils se disent d'accord pour payer plus cher des produits fabriqués en France pour sauver des emplois, pour près de la moitié d'entre eux, dont 42 % des Oubliés.

« Pourquoi les grandes entreprises ne viendraient pas en aide aux plus petites ? Il faudrait une répartition équitable. Que l'aide accordée fasse vraiment vivre l'entreprise, mais aussi les salariés. »

UN LAISSÉ POUR COMPTE

Deux courants semblent traverser ces constatations : d'une part, l'idée que les Oubliés préfèrent contribuer à des initiatives dont ils voient les effets directs, immédiats et de préférence sur eux-mêmes. De l'autre, le faible consentement à l'impôt procède de la défiance des Laissés pour compte vis-à-vis des institutions et de leurs représentants, que nous avons analysée plus haut.

« Chacun à son échelle, beaucoup ont fait leur masque pour les distribuer. Il y en a qui n'ont pas compté sur le gouvernement, plutôt sur eux-mêmes. Côté population c'est positif. »

UN ATTENTISTE

Les Oubliés nourrissent donc de grandes attentes vis-à-vis de l'État, mais surtout des grandes entreprises. Ils se disent donc moins prêts à consentir à des efforts individuels qu'à voir des acteurs structurels prendre leurs responsabilités pour mener à bien la relance attendue..

## 2. L'écologie au cœur des préoccupations des Français

**La question écologique est un enjeu particulièrement central en ce qu'il regroupe les attributs nécessaires à l'établissement d'un sentiment d'appartenance à une communauté de destin.** Au-delà d'être fortement valorisante, elle permet de réconcilier l'individu avec la société en l'intégrant dans une aspiration prospective.

Lors des précédentes études, Destin Commun a montré qu'une grande majorité des Français avait conscience de l'urgence écologique. Il ressortait par exemple que 78 % des Français font de l'environnement une priorité, en pensant souvent aux enjeux qu'il recouvre<sup>9</sup>. L'écologie était alors désignée comme le levier idoine et nécessaire pour bâtir ensemble une société plus soudée. Parce que ces enjeux sont désormais clairement établis dans l'esprit des Français, ils appellent moins à un effort de conscientisation. Rappelons que la protection de l'environnement devient d'autant plus incontournable qu'elle cristallise l'adhésion de l'ensemble des familles, dont celle des Laissés pour compte qui est la plus désengagée.

« Laisser un avenir meilleur pour nos enfants à venir.  
Plus respecter la planète : utiliser les méthodes douces de transports...  
et a contrario garder tout ce qui est les regroupements, les trucs festifs qu'on a un peu perdus pendant le confinement. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

9. Destin Commun, *Réconcilier les Français grâce à l'environnement*, 2020, p. 10.

**Beaucoup craignent qu'avec la pandémie, la question écologique ne passe au second plan. Or, à l'épreuve de la crise, les Français aspirent toujours à ce que l'environnement reste une priorité dans l'après COVID-19 : la crise sanitaire n'a donc pas relégué au second plan les préoccupations environnementales des Français et plus précisément des Oubliés, comme nous pouvions le craindre.**

Nul doute que les incidences visibles et mesurables de la baisse de l'activité humaine ont permis de maintenir, voire d'approfondir ce sentiment. Ainsi 76 % des Français pensent que la baisse des émissions de carbone constatée lors du confinement montre que nous pouvons réduire notre impact sur l'environnement si nous le voulons vraiment. Ce chiffre est d'autant plus intéressant que ce sentiment domine largement au sein de toutes les familles de Français.

Plus largement, les Français ne sont pas isolés puisque les citoyens des principaux pays européens, gagnés nul doute par une prise de conscience commune, rejoignent cette vision.

### GRAPHIQUE 3.3. LES EUROPÉENS, CONSCIENTS DE LEUR POUVOIR POUR RÉDUIRE LEUR IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

La baisse des émissions de carbone qui a été constatée lors du confinement lié au COVID-19 montre que nous pouvons réduire notre impact sur l'environnement si nous le voulons vraiment.



Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? (Sous-total d'accord)  
Source : Destin Commun 2020

Dans ce contexte, la question écologique a fait l'objet d'une attention toute particulière. En effet, l'inquiétude que l'engagement en faveur de l'environnement ne ralentisse au profit des autres priorités était vive dans la période de pandémie. En ligne de mire, l'éternelle rivalité - jugée stérile par les Français - qui préexiste entre les partisans de la relance économique et ceux qui prônent un engagement écologique plus poussé.

### GRAPHIQUE 3.4. LES FRANÇAIS, INQUIETS DE VOIR L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT RALENTIR

inquiet(e) que l'engagement en faveur de la protection de l'environnement ralentisse ou s'arrête.



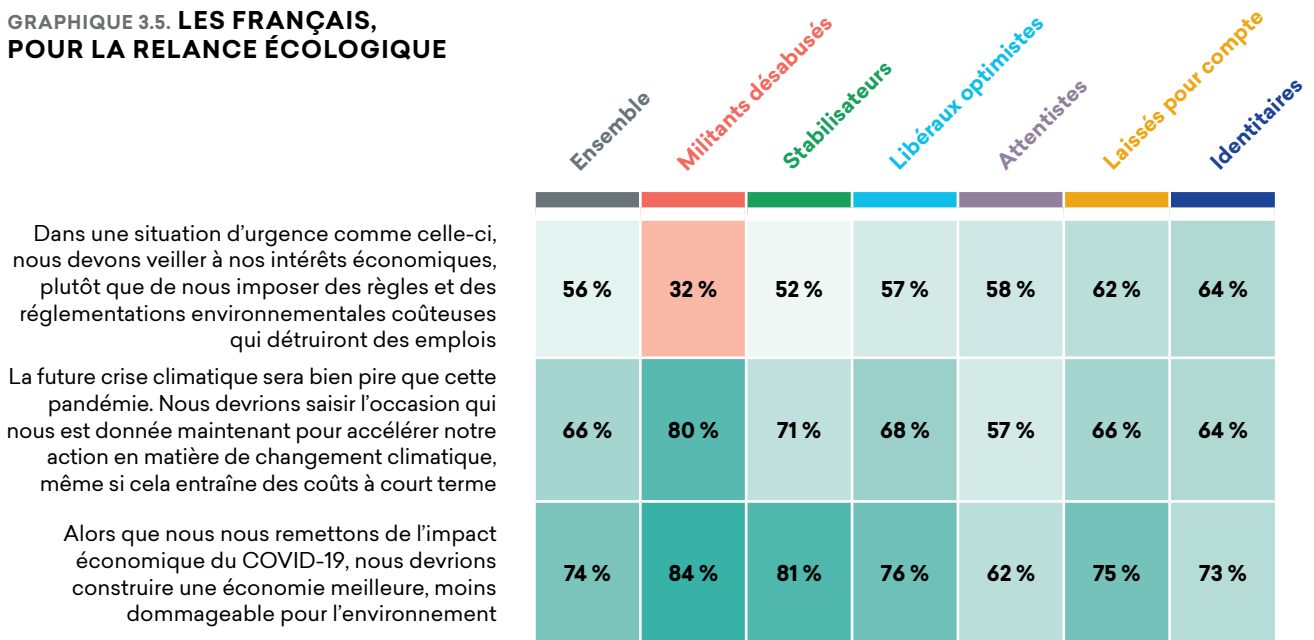
Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet(e) ou non que l'engagement en faveur de la protection de l'environnement ralentisse ou s'arrête ? (Sous-total inquiet(e))  
Source : Destin Commun 2020

### 3. Les Français en faveur d'une relance écologique

Dans le contexte de crise, nous nous attendions à voir émerger la traditionnelle opposition entre « fin du mois » et « fin du monde » qui marquerait la victoire de la priorisation de la relance économique sur la préservation de l'environnement. **Or, loin de choisir entre les deux, les Français nous répondent qu'écologie et économie sont réconciliables et que cette union représente d'ailleurs un levier pour donner un avantage comparatif à notre pays.**

La possibilité d'une relation gagnant-gagnant entre écologie et économie n'est pas nouvelle. La véritable évolution est que la cohabitation de ces deux notions, que l'on a longtemps opposées, est plutôt appréhendée comme naturelle pour les Français.

GRAPHIQUE 3.5. LES FRANÇAIS, POUR LA RELANCE ÉCOLOGIQUE



Sur une échelle de 0 à 100, où 100 signifie « tout à fait d'accord » et 0 signifie « pas du tout d'accord », dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les messages suivants ? (Sous-total d'accord)  
 Source : Destin Commun 2020

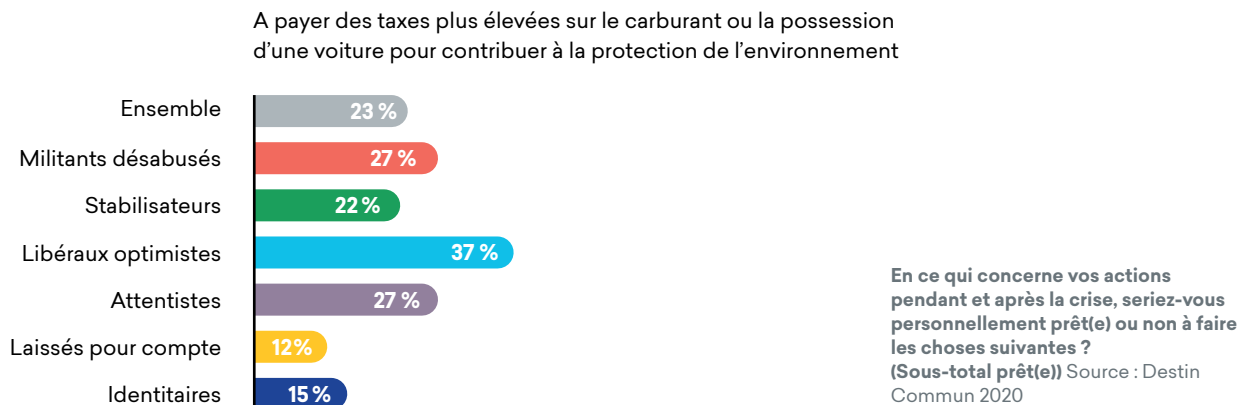
En outre, cette adhésion devient d'autant plus valide à leurs yeux qu'elle a résisté au choc de la pandémie mondiale. Le fait que 75 % des Laissés pour compte approuvent l'idée que nous devrions construire une économie moins dommageable pour l'environnement la confirme. Ce constat vient faire écho à notre précédente étude relative à la réconciliation des Français par l'environnement sortie en février 2020, dans laquelle près de 8 Français sur 10 nous disaient déjà que la transition écologique était une opportunité pour créer de nouveaux emplois en France.

Dans la tête des Français, la crise offre une fenêtre d'opportunité pour construire un nouveau format de société. Mais cette direction dépasse la simple acception d'un modèle économique qui prime sur un autre, ou d'un arbitrage budgétaire qui engendre souvent frustration et mécontentement. Ce nouveau modèle chargerait une politique écologique et économique de valeurs symboliquement intégratrices et engageantes, ce qui permettrait d'y faire adhérer un plus grand nombre de citoyens. Ainsi l'économie et l'écologie (ou du moins, une partie) s'emboîteraient et seraient ainsi réappropriées par les citoyens. Cela pourrait aider au réengagement des Laissés pour compte, qui ressentent les arbitrages budgétaires et les politiques économiques comme trop souvent descendants et qui favorisent seulement un petit nombre.

## 4. Faire résonner l'écologie auprès des Oubliés

Cette enquête nous enseigne qu'une politique environnementale globale sera couronnée de succès si elle repose sur une stratégie différenciée, en fonction de l'échelon et surtout de la famille qu'elle cible. Dans ce contexte, nous proposons quelques clés de lecture qui amélioreraient le réengagement de la France des Oubliés à travers l'écologie et la protection de la nature.

GRAPHIQUE 3.6. QUELS SACRIFICES POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ?



Sur le plan individuel, la priorité est d'éviter de tomber dans l'écueil d'une écologie « non équitable » lorsqu'une initiative s'adresse aux Oubliés. Celle-ci aura tendance à éloigner, voire à produire un rejet, notamment chez les Laissés pour compte. La taxe carbone sur le carburant automobile, qui fut le déclencheur symbolique du mouvement des gilets jaunes en 2018, en est d'ailleurs un exemple idoine. Au-delà d'une perception inique de cette taxe à l'endroit des plus défavorisés, une telle politique donne l'impression d'un traitement en faveur des catégories sociales urbaines, aisées et qui n'utilisent pas de voiture.

« Les petits gestes, on les a tous. On ne va pas pour autant dire qu'on est portés sur l'écologie. Faire le tri c'est facile, mais après se limiter par rapport à tout ce qui ne peut pas être recyclé : tout ce qui est électronique, etc. Il ne faut pas que ce soit un bon argument pour taxer sans arrêt. »

UN ATTENTISTE

À l'inverse, la capitalisation sur certains éco-gestes déjà établis dans les pratiques individuelles représente une courroie de transmission adéquate vers un public plus en retrait. Il serait ainsi possible de gratifier symboliquement les individus en valorisant des pratiques déjà ancrées. Lors de l'enquête qualitative, il est apparu que la consommation locale s'est intensifiée pendant le confinement, notamment au sein de familles particulièrement désengagées. Si l'intérêt financier en est la principale cause, la protection de l'environnement est également évoquée.

« Changer les méthodes de consommation et puis manger plus local quand on a la possibilité et faire une répartition des richesses, aider ceux qui en ont le plus besoin comme ça a pu être le cas pendant le confinement. »

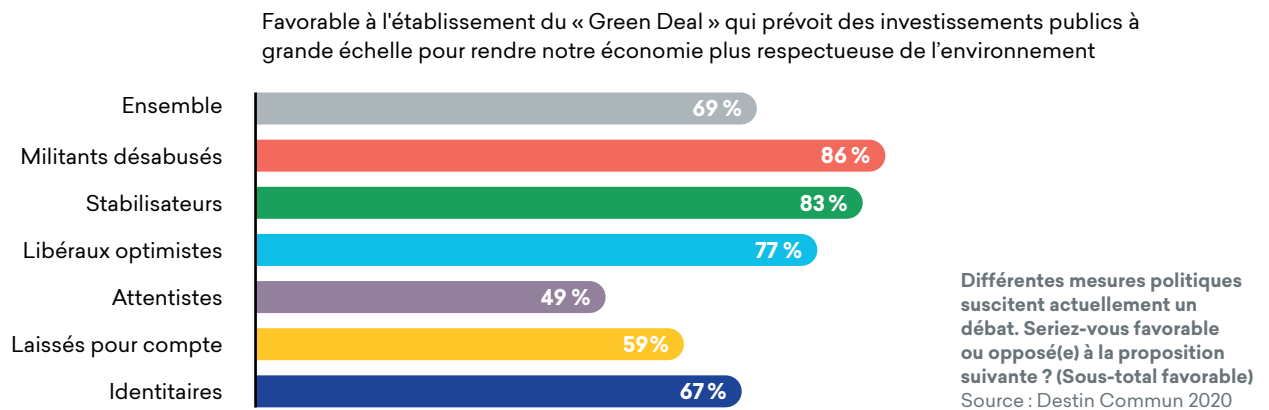
UNE LAISSÉE POUR COMPTE

**Dans le futur, la valorisation de pratiques écoresponsables pourrait donc être systématisée, lors de la création de messages ou de politiques publiques locales, à destination de la France des Oubliés.** Pour ce public, les « petits gestes du quotidien » peuvent donc apparaître comme un tremplin accompagnant une transformation plus profonde du système. De plus, la participation directe des citoyens à des projets écologiques rend leur contribution plus concrète et palpable, et participe ainsi à mieux incarner des sujets prospectifs, dont les calendriers d'action sont souvent établis sur un trop long terme pour être appréhendés par les Français.

« Qu'on oublie un peu trop rapidement ce qui s'est passé et qu'on continue de consommer ailleurs, qu'on ne favorise pas le local. On va se fournir en Chine pour les masques alors qu'on pourrait le faire. On a les moyens, mais on ne les exploite pas. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

GRAPHIQUE 3.7. LES FRANÇAIS ET LE 'GREEN DEAL'



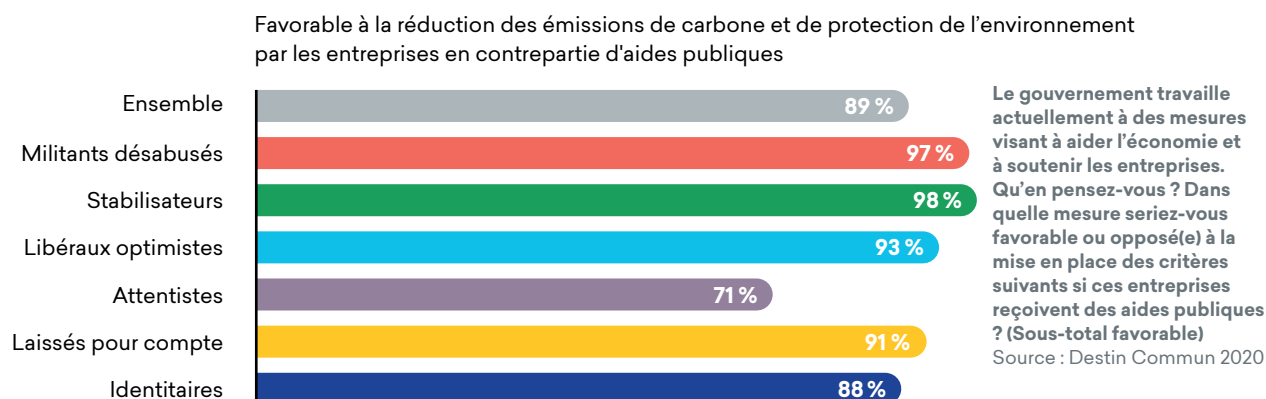
**Sur les plans national et européen en revanche, des politiques structurelles sont aussi attendues par les Oubliés, pour donner l'impulsion et dégager la trajectoire publique dans ce domaine. À titre d'exemple, le lancement d'un nouveau Green deal** qui prévoit des investissements à grande échelle pour rendre globalement notre économie plus respectueuse de l'environnement, est très majoritairement prôné par les Français (69 %) y compris par les Laissés pour compte (59 %). D'autant que ce plan assimile les investissements financiers qui répondent à l'exigence de relance économique tout en respectant l'intérêt citoyen pour le climat. Ce projet européen pourrait venir en appui de politiques qui ont également été validées à l'échelle du pays. À titre d'exemple, les mesures qui ont émergé de la Convention Citoyenne pour le Climat semblent obtenir les faveurs de la population. Parmi elles, les Français soutiennent les politiques visant à appuyer les filières de réparation, réemploi et recyclage ou encore, promeuvent majoritairement une agriculture responsable plus respectueuse de l'environnement et des agriculteurs.

« Au niveau agriculture, pourquoi importer des légumes d'ailleurs sachant qu'en France on sait très bien le faire ? »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

**Les Oubliés attendent plus des grandes entreprises, mais aussi de l'État lorsqu'il s'agit de faire respecter leurs engagements en échange de financements publics.** Près de 90 % des Français attendent des garanties de la part des entreprises en matière de réduction des émissions de carbone et de protection de l'environnement. Cette tendance se répartit de manière homogène à travers l'ensemble des familles.

## GRAPHIQUE 3.8. CONDITIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES POUR AIDER LES ENTREPRISES



« Les entreprises ont un rôle à un certain niveau. Elle est la première à montrer l'exemple. Par exemple, à travers la politique des déchets. Elle peut mettre en place des actions particulières. Le développement durable, la parité dans les métiers. »

UN ATTENTISTE

Lors de l'enquête qualitative, il est apparu que les Oubliés perçoivent une indulgence de l'État vis-à-vis des grandes entreprises lorsque celles-ci ne respectent pas leurs promesses (sauvegarde de l'emploi, baisse du rejet de CO<sub>2</sub>). Ce sentiment creuse l'impression que les plus forts détiennent des passe-droits dont ne bénéficient pas les autres, les plus vulnérables en tête. Ce sentiment partagé par les Laissés pour compte va à l'encontre de leurs valeurs cardinales - la justice et l'équité. La famille des Laissés pour compte en particulier pointe d'abord la responsabilité de l'État, et notamment le déficit de surveillance et de contrôle exercé par la puissance publique. Plus largement, **cette réflexion ouvre aussi des perspectives quant à l'évolution de la raison d'être des entreprises et le respect de ces engagements sociaux, sociétaux et écologiques sur les court, moyen et long termes.**

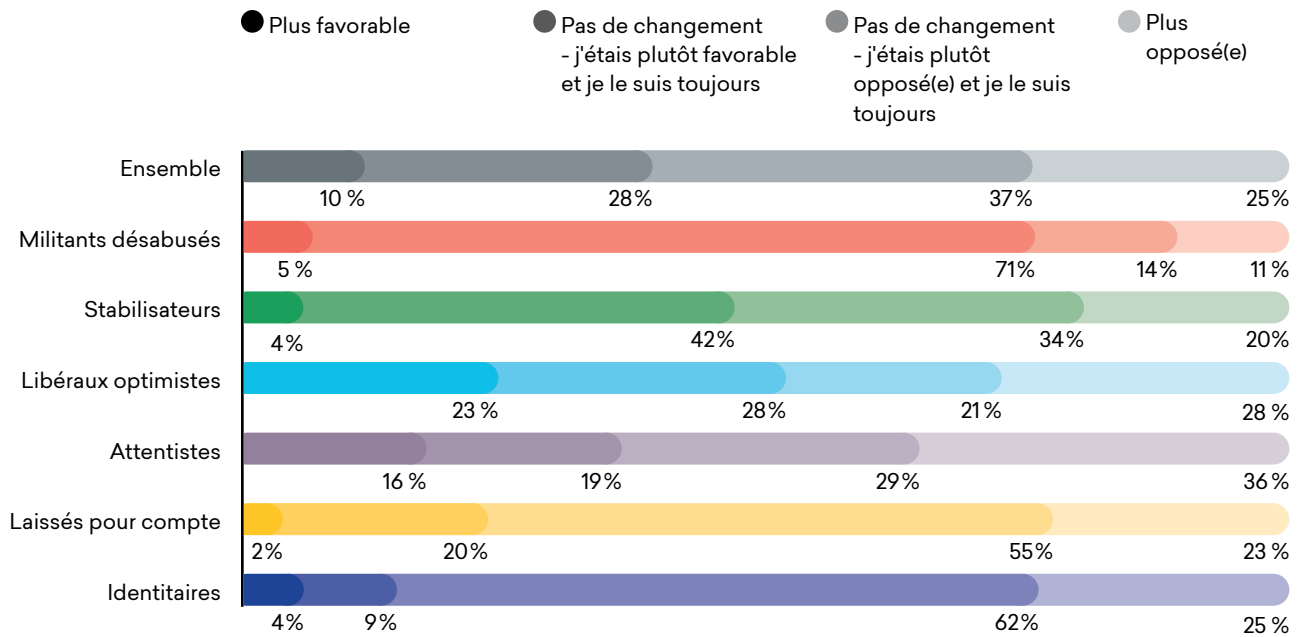
Enfin, notons que l'ensemble des suggestions de ce chapitre doit être considéré comme faisant partie d'une même logique cohérente. En pleine crise, les citoyens – et surtout les plus fragiles – attendent d'abord des signaux forts de la part des sociétés transnationales et de l'État. Il s'avère donc que si les entreprises et/ou le gouvernement ne donnent pas de gages quant à leurs ambitions environnementales affichées, cela aura tendance à estomper les efforts individuels voire à attiser une forme de colère parmi les publics désengagés.

## II. Polarisation des opinions en surface, complexité des convictions profondes en réalité

### 1. Les Oubliés tentés par la fermeture

Les effets de la pandémie nous imposent une vision en trompe-l'œil de l'évolution des idéaux dans la société, tant les paramètres deviennent flous. Il semble d'abord s'opérer un glissement dans l'opinion des Laissés pour compte, qui rejoindraient un bloc identitaire plus large. À titre d'exemple, lorsque 78 % des Français estiment que le monde est un endroit de plus en plus dangereux, ils sont 95 % parmi les Laissés pour compte, à égalité avec les Identitaires. Or nous savons que cette sensation de vivre dans un environnement assiégé est propre à la famille des Identitaires.

GRAPHIQUE 3.9. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LE RAPPORT DES FRANÇAIS À L'IMMIGRATION



Depuis le début de la crise, dans quelle mesure votre regard sur les migrants a-t-il changé ?

Source : Destin Commun 2020

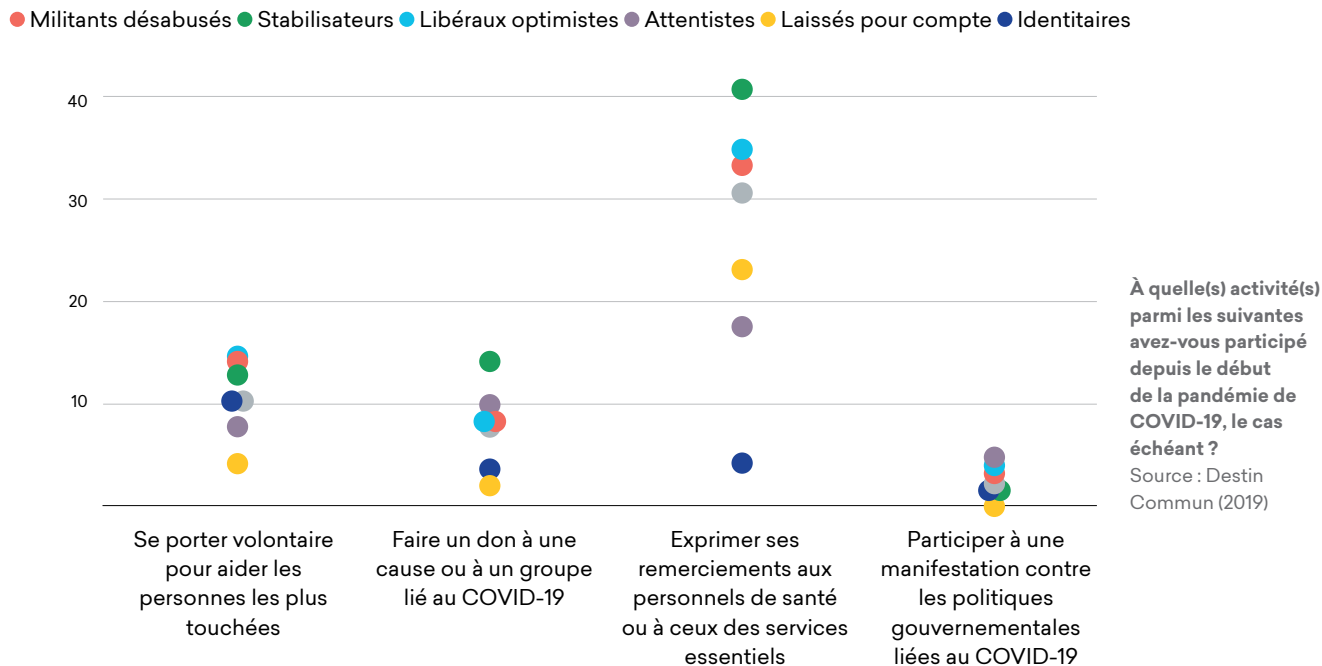
Néanmoins, cette jonction est loin de révéler un glissement des fondements moraux des Laissés pour compte. L'étude qualitative nous confirme au contraire qu'ils sont toujours et avant tout attachés aux principes de justice et d'équité. **Ils disent en revanche se heurter à une profonde contradiction entre leurs attentes et la gestion de la crise qu'ils jugent inégalitaire. Cette sensation les place alors dans un sentiment de dissonance qui les conduit logiquement à récuser l'action politique. Là encore, les Laissés pour compte expriment malgré tout leur souhait de se réengager, afin de faire partie d'un corps social plus large.**

**Ainsi, l'expression d'une colère ancrée ne relève donc pas d'une fatalité.** Une lueur d'optimisme émerge dans la vocation à enclencher la remobilisation de cette famille. Le défi qui se posera à tous se situe dans l'aptitude à créer des outils de dialogue et d'écoute entre les acteurs politiques et les Laissés pour compte, afin de transformer le hiatus en nouvelles synergies plus en phase avec les aspirations des citoyens.

## 2. Un désir vif de justice et d'équité

**Le souhait des Oubliés de s'engager personnellement dans des projets collectifs** (social, associatif, consentement à l'impôt) **est limité.** À titre d'exemple, les Laissés pour compte sont la famille la moins prête à prendre part à des initiatives collectives plus larges. De leur côté, les Attentistes tendent vers des considérations plus personnelles et immédiates. Lors des groupes d'échanges, ils font part d'un détachement souvent assumé – pour ne pas dire choisi – vis-à-vis de projets communs ou prospectifs. À l'opposé, les Laissés pour compte abordent la société à travers un prisme plus collectif : ils sont attachés à un « nous ». Ils sont par exemple 52 % à se déclarer prêts à consentir à des sacrifices sur leur liberté de circulation pour protéger la santé des autres, contre une moyenne française à peine plus haute (58 %). Ainsi leur faible participation à des initiatives de groupe fait plutôt état de leur désengagement dans les espaces institutionnalisés, mais ne signifie pas qu'ils soient rétifs à toute forme de solidarité.

GRAPHIQUE 3.10. ENGAGEMENT DES FRANÇAIS DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE



En revanche, ils ne sont que 10 % à se déclarer prêts à accepter de participer de manière accrue à l'effort économique à travers l'augmentation de l'impôt sur le revenu, contre 21 % des Français en moyenne et 20 % des Attentistes. Nous devons néanmoins ajouter que les catégories socio-professionnelles que l'on retrouve majoritairement parmi des Laissés pour compte sont souvent les plus fragiles voire celles qui ressentent le plus le déclassement. Ainsi leur horizon économique est-il plus limité. D'autant qu'ils sont les plus nombreux à rapporter avoir déjà subi personnellement les conséquences financières de la crise.

**Les Laissés pour compte ne sont pas isolés dans leur attachement à l'équité. Le désir de justice est premier dans l'ensemble des familles.** En effet, 97 % des Français souhaitent que le gouvernement s'assure avant tout autre chose du traitement équitable de chacun lorsqu'il écrit la loi, dont quasiment 100 % des Laissés pour compte. Même les Attentistes y adhèrent majoritairement (60 %). Nous retrouvons le plébiscite dans l'aspiration à une société plus juste chez l'ensemble des Français (94 %) avec une surreprésentation des Laissés pour compte (99 %).

Recréer du commun dans un contexte de défiance vis-à-vis des élites, mais aussi en pleine crise du COVID-19, ne pourra résulter que d'un fragile équilibre. À cet égard, cela passera par une valorisation équitable des contributions individuelles, sans tomber dans l'écueil de la culpabilisation.

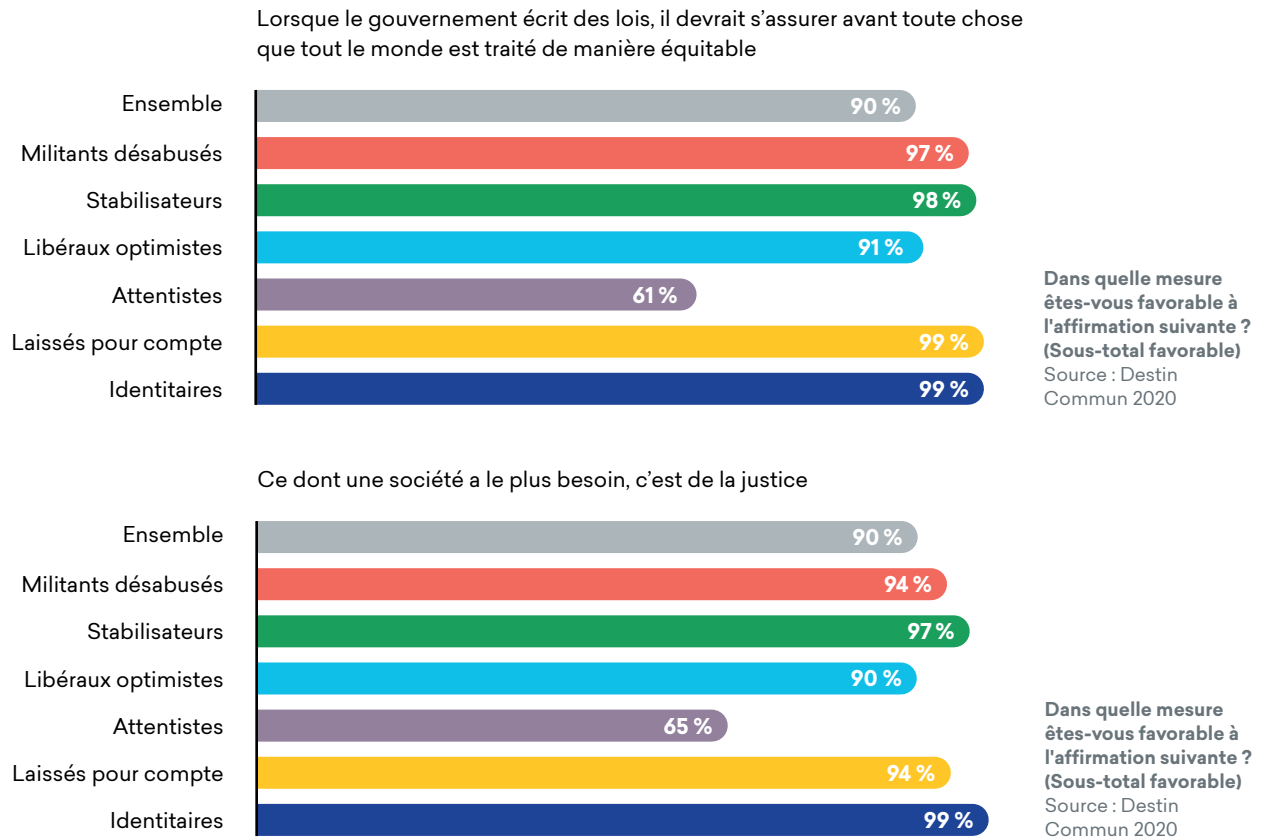
« On est à peu près tous sur la même longueur d'onde. Le même sentiment : d'injustice, on est méfiants par rapport à l'État... les décisions prises. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

**Par effet miroir, les Oubliés semblent attendre de ceux qui exercent le pouvoir de la sincérité. Mais ils semblent également se montrer intransigeants face aux erreurs et aux faux pas.**



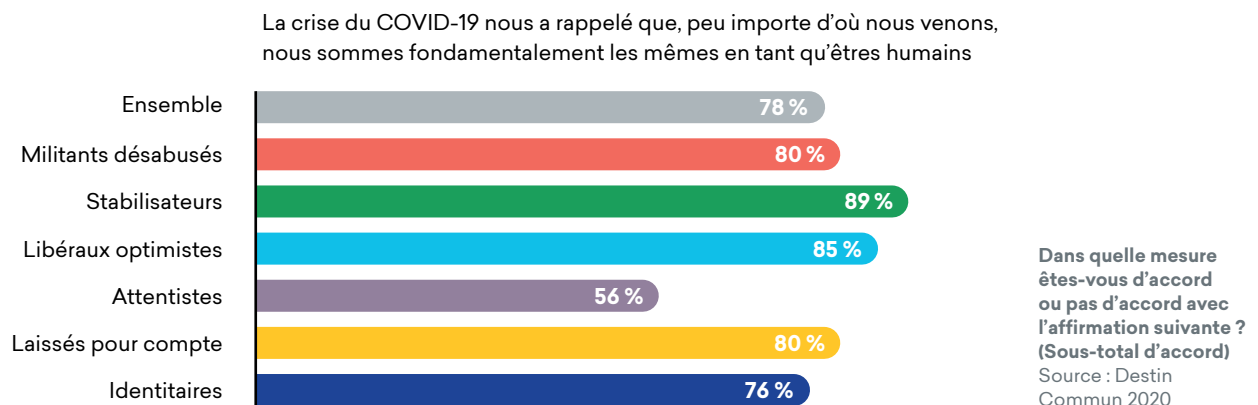
GRAPHIQUE 3.11. L'ÉQUITÉ, VALEUR CARDINALE DES FRANÇAIS



### 3. Une prise de conscience de ce qui nous rassemble

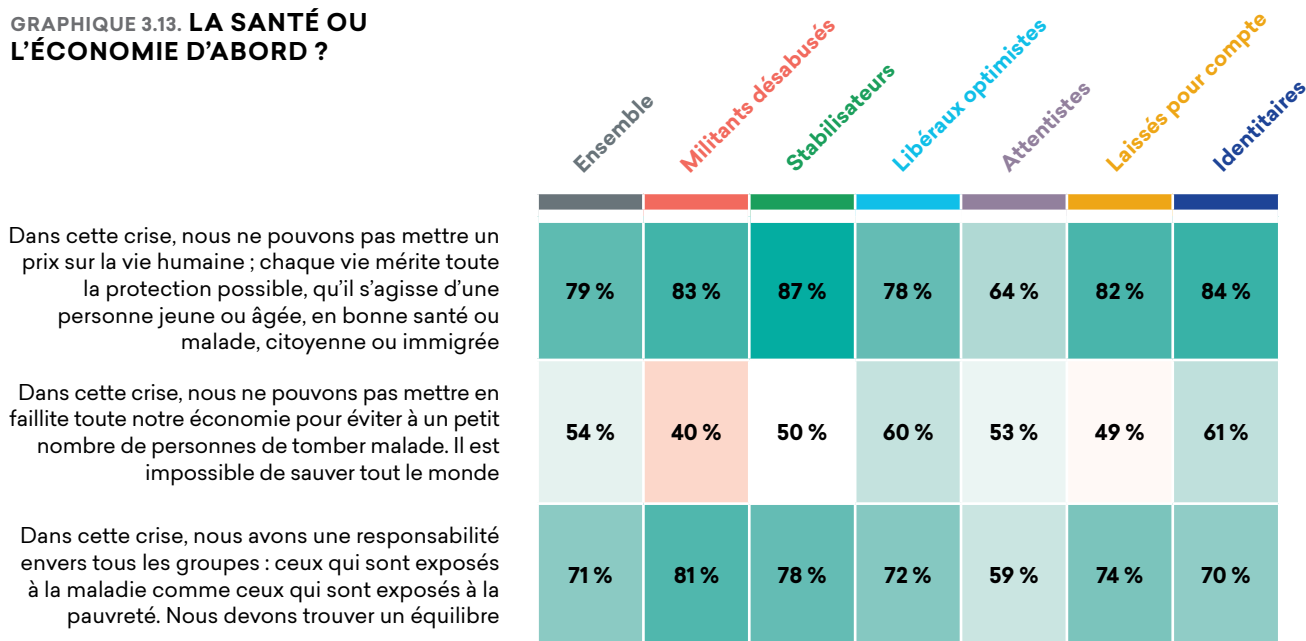
Le contexte actuel de crise conduit, par exemple, la France des Oubliés à se concentrer en priorité sur les réalités du quotidien, plutôt que sur de grands sujets transversaux. Dans le climat anxigène qui règne, il s'agit pour les Attentistes de se soucier quasi uniquement de leur cercle personnel (famille, amis proches) et de se projeter dans des inquiétudes « du lendemain » (deuxième vague, situation financière personnelle).

GRAPHIQUE 3.12. LA CRISE, LES FRANÇAIS ET LES AUTRES



**Point positif en revanche, sur le plan des aspirations globales, 56 % des Français déclarent que la pandémie leur a fait prendre conscience des conditions de vie des autres dans le pays.** En un mot, elle a renforcé leur empathie. Les Libéraux optimistes (69 %) sont les plus concernés par ce sentiment alors que les Laissés pour compte (46 %) et les Attentistes (43 %) sont plus en retrait.

GRAPHIQUE 3.13. LA SANTÉ OU L'ÉCONOMIE D'ABORD ?



Sur une échelle de 0 à 100, où 100 signifie « tout à fait d'accord » et 0 signifie « pas du tout d'accord », dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les messages suivants ? (Sous-total d'accord)  
Source : Destin Commun 2020

Plus largement, si les rapports dans la société sont mis à mal et que les considérations immédiates des individus priment, les Français se montrent attachés à ce qui les rassemble plutôt qu'à ce qui les différencie les uns des autres. 77 % des Français reconnaissent que l'épidémie a rappelé que nous sommes fondamentalement les mêmes en tant qu'êtres humains. En outre, pratiquement l'ensemble des familles partage cette vision, ce qui est d'autant plus notable pour construire des ponts entre les individus. Même si la fragmentation de la société semble avancée, ce sentiment d'une humanité partagée et d'une volonté de faire ensemble reste majoritaire.

« Il faut prendre le meilleur de la France dans le pire des moments et le greffer à ce qu'on avait avant : l'entraide, aider les gens proches de nous. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

Certes, l'épidémie du COVID-19 a catalysé les inégalités entre les différentes familles, au détriment plus important des Laissés pour compte. La période actuelle devient donc d'autant plus cruciale pour agir. Il s'agit, en effet d'éviter le décrochage plus profond de la France des Oubliés, davantage impactée dans la crise. Pour ce faire, des leviers, dont il faut se saisir rapidement, nous sont offerts. Le défi central se situera donc dans notre aptitude à transformer les sentiments d'appartenance commune et de rassemblement, en outils d'action.

« Faudrait diminuer cette barrière sociale et les conflits entre les riches et les pauvres, ça permettrait de plus pouvoir respirer. »

UNE LAISSÉE POUR COMPTE

# Conclusion

**Le COVID-19 a eu un effet accélérateur.** La France a vu vaciller son apparent équilibre. La pandémie accule notre société et génère de l'incertitude qui affecte désormais jusqu'aux plus stables. Que dire alors de ceux qui sont depuis bien plus longtemps ignorés, de cette France des Oubliés, dont le poids démographique est inversement proportionnel à la place qu'ils ont - ou à l'attention qui leur est portée - dans notre société ?

**La pandémie nous oblige à effectuer les choix fondamentaux de société pour ne pas basculer dans une division pérenne.** À travers la grille d'analyse novatrice que nous offre *La France en quête* et les six familles françaises qui en émergent, il nous a été possible de regarder l'articulation des rapports entre les individus, le collectif et les institutions dans une période d'instabilité inédite, mais surtout de mieux comprendre les Oubliés et leur aspiration à produire du commun, à l'aune de la pandémie.

**Ainsi les grandes tendances qui apparaissaient dans nos précédentes enquêtes** ont été mises à l'épreuve du choc. Si certains résultats se trouvent confirmés, et montrent qu'un récit commun est possible (avec l'écologie), d'autres se sont aggravés (et notamment l'éloignement entre citoyens et gouvernants). Des différences se sont creusées et certains blocs se sont recomposés : le rapprochement des attitudes entre les Identitaires et les Laissés pour compte est plus marqué. La perception de ne pas être écouté, de ne pas compter dans le débat public produit à la fois un désengagement accru et un glissement vers des idéaux par défaut.

**Le miroir déformant du débat public masque, encore une fois, l'ambivalence profonde des Français.**

S'il ressort de ce portrait une France inquiète et incertaine, la volonté de faire corps est toujours présente. Ni l'entre-soi ni le chacun pour soi ne sont une solution. Plus qu'à la croisée des chemins, la France est aujourd'hui dos au mur : nous avons besoin d'écrire l'avenir ensemble.

**Les Français restent profondément attachés aux valeurs de justice et d'équité** et se montrent volontiers sensibles à une communauté de destin. Face à l'incertitude, ils aspirent à voir surgir un « après », qui ne s'édifiera pas sans dialogue et apaisement du débat, et qui ne pourra faire l'économie d'un profond respect de l'environnement. Cet horizon est d'autant plus inspirant qu'il offre aux individus, notamment aux plus désengagés, la possibilité de se projeter dans un tout collectif et prospectif.

**Et les changements doivent être entrepris maintenant alors que nous sommes encore au cœur de la crise.**

# Préconisations

## **À court terme : recréer de la confiance entre les Laissés pour compte et les institutions dans la sortie de crise**

La crise a secoué la France des Oubliés, en nourrissant leurs inquiétudes concernant le futur (risque de crise économique et d'une seconde vague). Aussi les deux familles qui la composent - et plus particulièrement les Laissés pour compte - attendent prioritairement des preuves d'écoute et d'engagement de la part des acteurs politiques et institutionnels. Le défi principal qui se pose immédiatement aux institutions - notamment les corps intermédiaires - sera de recréer de la confiance vis-à-vis d'un public désengagé, afin de le convaincre du bien-fondé et de la maîtrise des mesures prises pour faire sortir le pays de la crise.

## **À moyen terme : valoriser les actions des Oubliés pour créer du commun et sortir de la crise par la construction écologique**

- **La valorisation s'oppose aux campagnes qualifiées de « non équitables »**, qui produisent chez les Laissés pour compte une déconnexion du message initial, voire une tendance à se sentir exclus ;
- À titre d'exemple, **la valorisation symbolique des écogestes qui sont déjà ancrés dans la pratique des individus** ouvre une perspective positive (consommer local, pratiquer le troc), pour amorcer le réengagement des Oubliés dans la France du COVID-19 ;
- Cette préconisation doit se traduire par une **stratégie différenciée en fonction des publics visés et du niveau de leur engagement**.

## **À moyen terme : redonner de la confiance aux populations les plus fragiles, en responsabilisant équitablement l'ensemble des acteurs**

- Inciter les acteurs européens et gouvernementaux à s'engager dans de grands projets écologiques. Ainsi impulseront-ils la direction à donner au pays pour les prochaines années ;
- Dans le contexte de la crise, les Oubliés attendent que ces grands projets intègrent un plan financier au travers d'investissements massifs qui seront susceptibles d'accompagner le changement de modèle ;
- Les citoyens et particulièrement les Oubliés, considèrent que les grandes entreprises ne respectent pas toujours leurs engagements : ainsi les Français demandent plus de contrôle des contreparties prises en échange d'aides publiques (engagements environnementaux, maintien de l'emploi) ;
- Pour aller plus loin : à travers la loi PACTE de 2019, le législateur a incité les entreprises à adopter une raison d'être sur leurs engagements sociaux, sociétaux et écologiques. Dans cette logique de responsabilisation, la période du COVID-19 offre l'opportunité de franchir une étape clé. Celle-ci pourrait se matérialiser à travers l'extension plus systématique de la coopération entre les entreprises et des parties prenantes expertes de ces domaines. Cela ouvrirait alors la voie à une association fructueuse en faveur du respect de ces engagements, voulue par les citoyens.

### **À moyen terme : favoriser l'échelon local, qui est une valeur refuge pour les Oubliés dans la période d'après crise**

- Déployer des initiatives dans des espaces limités et maîtrisés par un public désengagé permettra d'obtenir des résultats plus importants et durables ;
- La ville, le village, la commune, le quartier sont perçus comme des échelons rassurants, voire refuges pour la famille des Oubliés. Aussi s'agit-il de calibrer les initiatives à des espaces adaptés au public visé, de rechercher un optimum en adaptant les projets au confluent du local (rassurant), de l'emploi (valorisation personnelle) et de l'écologie (projection dans un futur prospectif et créant du commun).

### **Redonner de la flexibilité à l'action territoriale en adoptant la logique de mutualisation fonctionnelle et conjoncturelle**

soit la possibilité pour des acteurs territoriaux, de s'associer même s'ils n'appartiennent pas à la même collectivité territoriale. Cela inciterait l'ensemble des parties prenantes qui offrent des compétences, à collaborer de manière ponctuelle, autour d'un bassin territorial et d'une initiative.

- À l'instar de la coopération renforcée européenne, cela apportera de la flexibilité et des possibilités d'entre-aide entre territoires faisant face à des problématiques semblables ;
- Dépasser les frontières administratives des collectivités par de la flexibilité locale pour créer des ponts ;
- Favoriser une approche en tant que parties prenantes : les forces politiques locales pourraient retrouver un volant d'action en s'associant systématiquement aux représentants locaux des syndicats, administrations, associations ou entreprises du territoire ou du territoire voisin. Cela permettra de mutualiser l'entraide et les bonnes pratiques. De plus, une mobilisation des familles de citoyens plus engagés permettra de créer des ponts plus naturels, avec les Laissés pour compte.

### **Faire participer l'ensemble des citoyens (démocratie locale) et développer la démocratie directe (sur le modèle de la convention citoyenne).**

# **Synthèse**

## **Les grands enseignements**

## 1. Premier enseignement

À ce stade, la crise du COVID-19 impacte plus durement les Laissés pour compte. Les Français considèrent que la crise marquera durablement leur écosystème (santé, finances). De plus, la prédiction d'une crise économique majeure se greffe à la crainte d'une éventuelle seconde vague pandémique. Cette perception est d'autant plus ancrée que la peur et l'incertitude peuvent avoir un impact parfois plus fort sur l'équilibre de la société que les faits eux-mêmes.

**Les données à retenir : 37 % des Laissés pour compte ressentent déjà un impact négatif de l'épidémie sur leur situation financière. Et 69 % des Français craignent une seconde vague ou un second confinement.**

## 2. Deuxième enseignement

**Dans la crise, les Français craignent une division entre les citoyens et confirment le déficit de confiance vis-à-vis du gouvernement (excepté pour les Libéraux optimistes).**

- \_ La relation entre les citoyens (division horizontale) pâtit du sentiment de solitude qui les conduit vers une crise de confiance des uns vis-à-vis des autres ;
- \_ Le déficit de confiance vis-à-vis de l'État pâtit d'une défiance structurelle qui s'est aggravée avec la crise du COVID-19. La gestion des masques a souvent été mentionnée par les Français comme un élément d'interrogation du niveau de compétence de ceux qui exercent le pouvoir ;
- \_ L'étude comparative dans les six pays européens (et les États-Unis) révèle que l'Exécutif français décroche en termes de confiance ;
- \_ Les Oubliés rapportent une méfiance vis-à-vis des « élites » qu'ils perçoivent comme réciproque ;
- \_ Malgré cette défiance, les Oubliés restent intimement convaincus qu'une réaction structurée à la crise existe et qu'elle ne pourra venir que de l'État.

**La donnée à retenir : 29 % craignent que la société française sorte de la crise plus divisée qu'auparavant.**

## 3. Troisième enseignement

**La pandémie a un effet « miroir déformant » sur le regard que nous portons sur la société française. Contrairement à la vision en trompe-l'œil, les Français se raccrochent d'abord à des faits positifs :**

- \_ La pandémie a révélé plus de consensus entre les Français, que de fractures. Les héros du quotidien sont élevés au pinacle et les habitants attendent qu'ils soient récompensés ;
- \_ Les Français ont consenti des concessions personnelles pour protéger la société. À titre d'exemple, ils approuvent massivement les gestes barrières et le confinement : 74 % d'entre eux estiment qu'elles ont été totalement raisonnables et proportionnées ;
- \_ Les Français - et notamment les Oubliés - mettent en lumière l'amabilité et l'entraide entre les citoyens durant le confinement : 55 % d'entre eux disent avoir ressenti le soutien et l'attention accrus de la part des autres ;
- \_ Les Oubliés craignent que la période post-confinement ne les contraigne à se diviser. Ils appellent donc à maintenir les initiatives qui leur avait permis de créer du lien social et de l'entraide durant le confinement ;

\_ Les Français reconnaissent l'importance de leur système de santé et de protection sociale. Le chômage partiel est un dispositif dont l'ensemble des Français, surtout les Oubliés, se disent fiers.

**La donnée à retenir : 79 % des Français sont d'accord sur le fait que dans cette crise, nous ne pouvons pas mettre un prix sur la vie humaine ; chaque vie mérite toute la protection possible, qu'il s'agisse d'une personne jeune ou âgée, en bonne santé ou malade, citoyenne ou immigrée.**

---

## 4. Quatrième enseignement

**Les Français confirment leur souhait d'un « nouveau monde ».**

- \_ L'ensemble des familles appelle un changement de monde à travers un dialogue constructif ;
- \_ Cette aspiration est assortie d'une forme de désillusion. Les Français n'ont pas confiance dans le pouvoir actuel pour conduire ce changement ;
- \_ Une part non négligeable des Français n'entrevoit le changement qu'à travers des actions violentes. Cette tendance se renforce parmi les groupes les plus désengagés.

**Les données à retenir : 9 Français sur 10 souhaitent réinventer notre société et 74 % des Français confirment que nous devons changer de système, mais que nous n'y arriverons pas sans écoute et dialogue.**

---

## 5. Cinquième enseignement

**Malgré l'impact de la crise, les Français confirment qu'ils adhèrent à un avenir écologique. Ils envisagent même une relation gagnant-gagnant entre écologie et économie.**

- \_ Les Français privilégient une reprise économique rapide par une relance essentiellement nationale et européenne. La relocalisation des pans stratégiques de l'industrie est plébiscitée ;
- \_ Mais les Français s'inquiètent en parallèle de l'abandon des efforts environnementaux, et ce, parmi toutes les familles ;
- \_ Une majorité d'entre eux entrevoit une cohabitation fructueuse entre économie et écologie et certains vont même à regarder l'écologie comme un avantage comparatif de la reprise économique ;
- \_ 7 Français sur 10 croient dans un nouveau Green deal européen qui prévoit des investissements à grande échelle pour rendre globalement notre économie plus respectueuse de l'environnement ;
- \_ La mise en place d'une « économie verte » permet d'associer un modèle économique avec des valeurs symboliquement vertueuses (participation directe, respect de l'environnement, partage des richesses, circuits courts). La mise en place d'une telle politique permettrait une meilleure intégration des Oubliés, qui se sentent parfois lésés par les arbitrages économiques et budgétaires classiques.

**La donnée à retenir : 74 % des Français sont d'accord avec l'idée que nous devrions construire une économie moins dommageable pour l'environnement. Les Laissés pour compte sont 75 % à partager cet avis.**



## 6. Sixième enseignement

**Les Français se sentent prioritairement appartenir à la nation, mais ce sentiment n'est pas forcément exclusif. En effet, ils démontrent en même temps un fort attachement fonctionnel à l'Union européenne et trouvent refuge dans l'échelon local.**

\_ L'attachement élevé des Français à la nation aggrave d'autant plus leur rapport aux représentants de l'État lorsqu'ils les jugent inefficaces ;

\_ Le lien des Français à leur pays n'exclut pas pour autant d'autres affiliations, qu'elles soient européennes ou locales. Dans la crise, les Français attendent plus une coopération fructueuse entre les différentes strates qu'une concurrence trop souvent mise en scène dans le débat politique ;

\_ Les Français affichent un attachement fonctionnel et géopolitique à l'Union européenne - notamment dans le contexte concurrentiel avec les grandes puissances chinoise et américaine ;

\_ Le rapport à l'Europe s'est complexifié : Les Français ne veulent pas sentir que leur pays est isolé dans la crise et se sentent rassurés en étant entourés d'alliés pour y faire face. Par ailleurs, ils aspirent à plus de coopération, mais voient dans les frontières un gage de réconfort. Ce paradoxe traduit plus une conséquence conjoncturelle de la crise, notamment chez les Oubliés, qui craignent qu'une deuxième vague ne se répande à travers des mouvements de populations ;

\_ Le local sert de refuge pour les populations les plus exposées au désengagement ou aux risques que pourrait engendrer la crise. Cette réaction s'accroît à mesure de la méfiance des individus dans les représentants de l'État.

**Les données à retenir : 66 % des Français se sentent plus rassurés lorsque les frontières sont fermées bien qu'ils pensent à 59 % que plus de coopération européenne est la clé pour sortir de la crise.**

## 7. Septième enseignement

**Le lien entre les Oubliés et les institutions est abîmé, sans pour autant avoir cédé**

\_ Les Oubliés appellent à recréer un pacte de confiance dans la période de crise : cela passera par des initiatives claires, adaptées et responsabilisantes pour les gouvernants et les grandes entreprises ;

\_ Cela passera également par une adaptation des responsabilités en fonction de l'acteur : à titre d'exemple, les Oubliés en attendent plus des grandes entreprises. Ils souhaitent que celles-ci respectent les engagements pris en contrepartie d'aides publiques (écologique, sociale, relocalisation, etc.). Ils demandent un plus fort contrôle de l'État quant au respect de ces engagements ;

\_ Cela implique de créer des lieux d'échanges adaptés : le rôle des corps intermédiaires et des élus locaux s'en trouve exacerbé.

**La donnée à retenir : 40 % des Oubliés disent que leur confiance dans le gouvernement a empiré depuis le début de la crise. Mais lors des enquêtes qualitatives, ils indiquent que les solutions à la situation actuelle viendront principalement des décisions de l'État.**

---

## 8. Huitième enseignement

**Confirmation, exacerbation et restructuration des grands blocs dans la crise - les familles sont chamboulées et de nouvelles logiques apparaissent :**

- \_ Les Laissés pour compte sont inquiets pour l'avenir immédiat du pays, ainsi que pour leur situation personnelle à court terme ;
- \_ Distorsion des valeurs : les Laissés pour compte semblent lassés de croire au retour d'un ordre juste et de l'équité, qui symbolisent pourtant fortement leur ligne. Leur sentiment que le pouvoir n'a pas été à la hauteur de la crise vient s'ajouter à cette défiance. Comme échappatoire, ils tendent vers des valeurs par défaut et se rapprochent des Identitaires ;
- \_ Néanmoins, les Laissés pour compte se soucient de leur appartenance à un collectif. Lors de l'enquête qualitative, ils dépassent l'échelon du « simplement moi » et s'incluent dans un « nous », notamment lorsqu'ils analysent l'impact économique de la crise. La sensation exacerbée d'être contraint à l'immobilisme par un système s'est néanmoins aggravée ;
- \_ Les Attentistes semblent se désengager davantage de nombreux sujets. Ils ne semblent appréhender la société qu'à travers une perspective individuelle, immédiate et géographiquement proche ; ils sont leur propre refuge.
- \_ Les Stabilisateurs ressortent fragilisés de cette crise. Une inquiétude économique et surtout sanitaire frappe cette catégorie plus âgée que la moyenne des Français ;
- \_ Les Libéraux optimistes réalisent une échappée. Ils ne semblent pas touchés outre mesure par la crise. Ils maintiennent leur confiance dans les institutions et continuent de croire en l'avenir.

**La donnée à retenir : 70 % des Libéraux optimistes font confiance dans le gouvernement pour relever les défis qui nous attendent contre 36 % parmi les Stabilisateurs alors qu'ils ne sont que 17 % chez les Identitaires et 15 % chez les Laissés pour compte.**

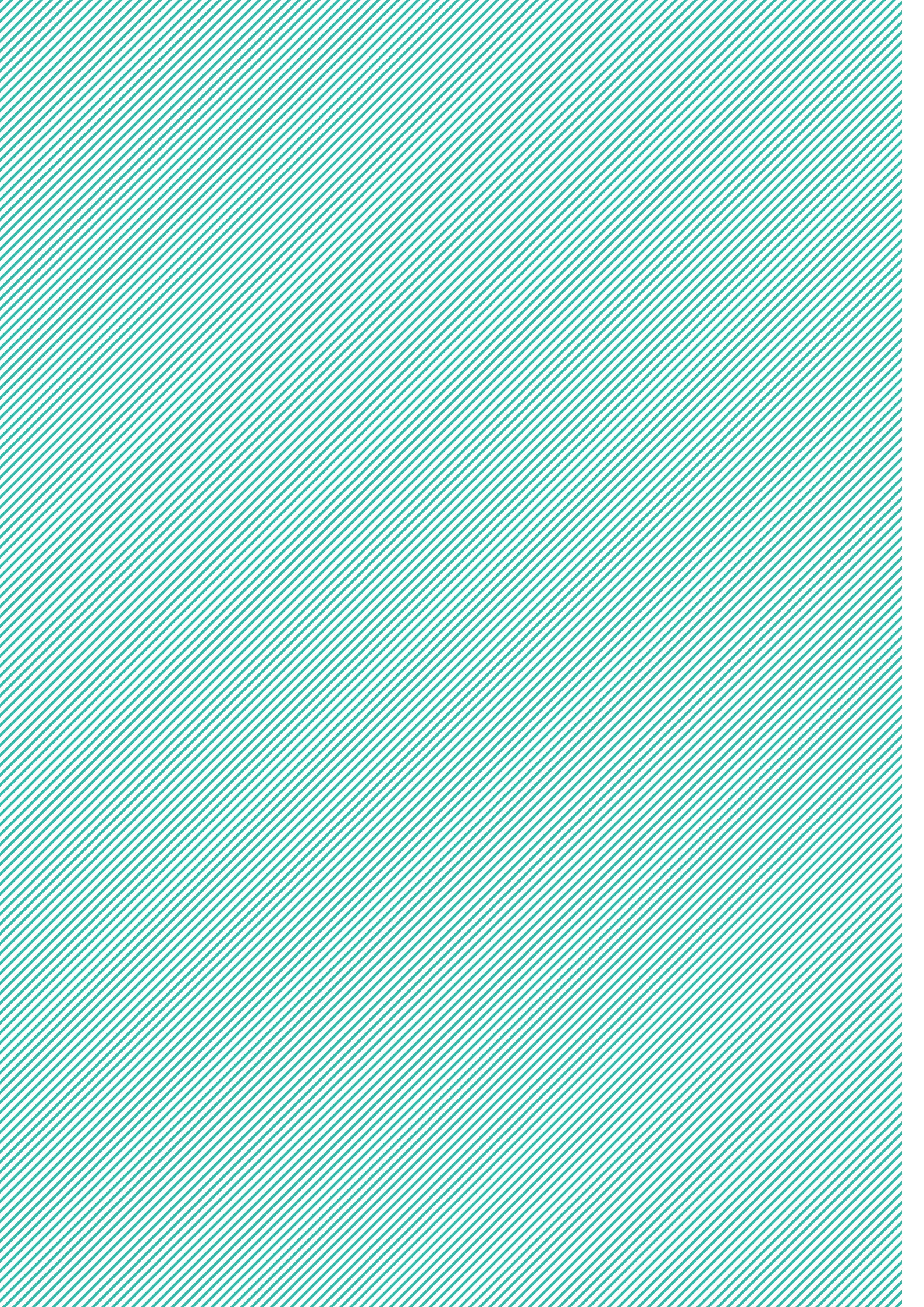
---

## 9. Neuvième enseignement

**Les Laissés pour compte placent l'équité et la justice en haut de leur hiérarchie de valeurs. En revanche, le sentiment de ne pas être entendu les entraîne vers des expressions et des opinions parfois extrêmes.**

- \_ L'autoritarisme représente un risque et une menace pour la démocratie : 92 % des Laissés pour compte veulent voir un vrai chef à la tête du pays pour remettre de l'ordre ;
- \_ L'extrême polarisation du débat public présente un risque de mésinterprétation de l'échelle des valeurs des Oubliés.

**Les données à retenir : 92 % des Laissés pour compte veulent voir un vrai chef à la tête du pays pour remettre de l'ordre. Ils sont 78 % des Français à partager cet avis, alors que seuls 55 % des Allemands et moins d'un Américain sur deux (45 %) valident cette soit autoritaire.**





**Destin  
Commun**  
More in Common France



**KANTAR**